



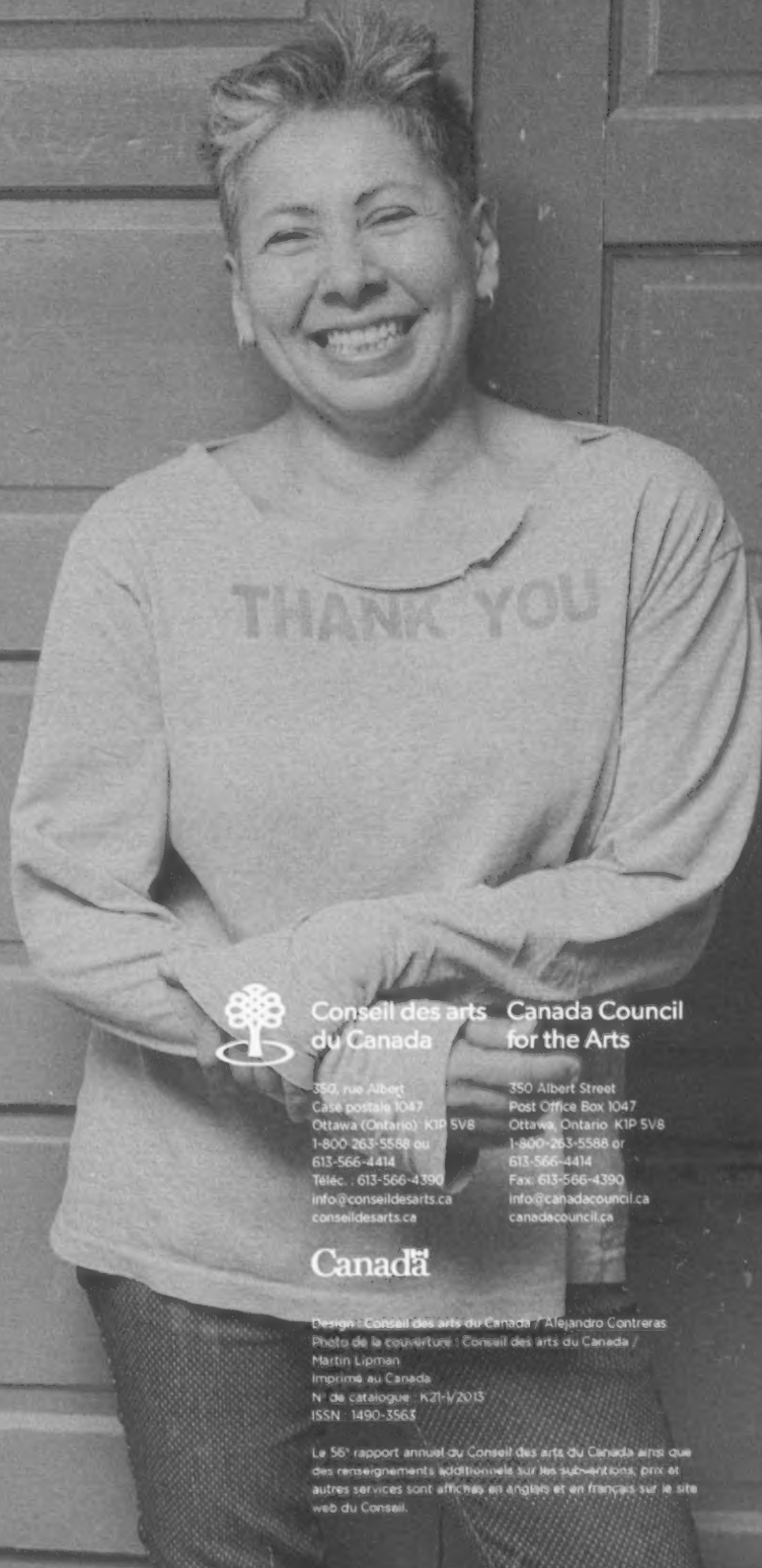
Conseil des arts du Canada
Canada Council for the Arts

Rapport annuel 2012-2013

de l'art
plein la
vie



de l'art plein la vie



Conseil des arts
du Canada

350, rue Albert
Case postale 1047
Ottawa (Ontario) K1P 5V8
1-800-263-5588 ou
613-566-4414
Téléc. : 613-566-4390
info@conseilarts.ca
conseilarts.ca

Canada Council
for the Arts

350 Albert Street
Post Office Box 1047
Ottawa, Ontario K1P 5V8
1-800-263-5588 or
613-566-4414
Fax: 613-566-4390
info@canadacouncil.ca
canadacouncil.ca

Canada

Design : Conseil des arts du Canada / Alejandro Contreras
Photo de la couverture : Conseil des arts du Canada /
Martin Lipman
Imprimé au Canada
N° de catalogue : K21-1/2013
ISSN : 1490-3563

Pipe couverture : Rebecca Balmore, lauréate 2013 d'un Prix
du Gouverneur général en arts visuels et en arts médiatiques
(voir page 12).

Le 56^e rapport annuel du Conseil des arts du Canada ainsi que
des renseignements additionnels sur les subventions, prix et
autres services sont affichés en anglais et en français sur le site
web du Conseil.

Depuis plus de 50 ans, le Conseil des arts du Canada, organisme national de soutien aux arts du Canada, contribue au dynamisme d'une scène artistique vibrante qui enrichit la vie des Canadiennes et des Canadiens.

Le Conseil offre une vaste gamme de subventions et de services aux artistes et aux organismes artistiques professionnels canadiens. Partout au pays, des Canadiennes et des Canadiens ont ainsi accès à l'art dans leur communauté.

Par ses activités de communication, de recherche et de promotion des arts, le Conseil accroît l'intérêt et l'appréciation du public pour les arts. Les prix et bourses du Conseil des arts célèbrent annuellement la créativité de Canadiennes et de Canadiens exceptionnels dans les domaines des arts et des sciences.

La Commission canadienne pour l'UNESCO relève du Conseil.

Le Conseil est dirigé par un conseil d'administration composé de 11 membres. Le gouverneur en conseil nomme les membres du conseil d'administration ainsi que le directeur et chef de la direction du Conseil. Des artistes et des professionnels des arts de toutes les régions du pays siègent à ses divers jurys ou comités de pairs. Le Conseil collabore aussi étroitement avec les agences culturelles et les ministères fédéraux, provinciaux, territoriaux et municipaux.

En tant que société d'État fédérale, le Conseil rend compte de son activité au Parlement par l'entremise du ministre du Patrimoine canadien. Au crédit parlementaire que le Conseil reçoit annuellement s'ajoutent les revenus de dotations, les dons et les legs.



Table des matières

- 4 Message du président
- 6 Message du directeur et chef de la direction
- 8 Commentaires et analyse de la direction
- 27 Gouvernance
- 31 États financiers

Joseph L. Rotman

Le travail du Conseil des arts du Canada touche les vies de toutes les Canadiennes et de tous les Canadiens et permet au Canada de s'inscrire dans un mouvement mondial au sein duquel la culture est fondamentale.



Message du président

Le Conseil des arts du Canada est un organisme phare, fier de son passé. Depuis plus d'un demi-siècle, il aide des dizaines de milliers d'artistes canadiens à mettre de l'art plein la vie. Son travail, qui répond à l'évolution rapide des pratiques artistiques, touche les vies de toutes les Canadiennes et de tous les Canadiens et permet au Canada de s'inscrire dans un mouvement mondial au sein duquel la culture est fondamentale.

Lors de notre assemblée publique annuelle, tenue en octobre dernier, le consultant en art Richard Evans a exhorté les organismes de soutien aux arts ainsi que les praticiens des arts à étendre leur empreinte citoyenne. Sa présentation portait principalement sur la riche et complexe notion de l'engagement du public et venait appuyer le document de travail que le Conseil avait présenté plus tôt dans la journée, sur le même sujet. L'assemblée était marquée par le sentiment profond que le Conseil empruntait la bonne direction en misant sur l'édification d'une nation plus engagée envers les arts, une nation pour laquelle l'expression culturelle constitue un élément important de la vie de chacun.

La discussion sur l'engagement du public souligne le rôle vital que joue le secteur des arts dans le bien-être socioéconomique du Canada. L'engagement du public est un élément central du plan stratégique du Conseil des arts, *Resserrer les liens 2011-2016*, et représente une priorité et un intérêt particuliers pour le conseil d'administration du Conseil des arts.

Cette année, les membres du conseil d'administration ont participé à de nombreuses activités allant au-delà de leurs responsabilités habituelles au sein du conseil d'administration et de ses comités. Simon Brault, notre vice-président, a joué un rôle déterminant dans la promotion de la discussion sur l'engagement du public et a notamment donné des conférences au Canada, en France et en Grèce. Barbara Burley a, pour sa part, représenté le Conseil des arts lors de la signature d'un nouveau partenariat avec la province de la Nouvelle-Écosse pour aider diverses communautés créatives à obtenir du financement et à développer l'économie créative de la

province. Luc LaRoche a participé à l'une des tables rondes organisées par Les affaires pour les arts en partenariat avec le Conseil des arts. Les affaires pour les arts rassemble des organismes de soutien aux arts des secteurs public et privé. Anna Porter a pris la parole à l'occasion du Festival international des auteurs, à Toronto. Rosemary Vodrey a prononcé une allocution lors des célébrations du centenaire du Musée des beaux-arts de Winnipeg. Howard Jang, Susan Knight et Phil Ponting ont représenté le Conseil aux rencontres tripartites des organismes de soutien aux arts, qui se sont tenues dans leur province respective. Enfin, David McKay a participé à la simulation d'un comité d'évaluation par les pairs et à une séance d'information destinée aux artistes du Nouveau-Brunswick, qui se sont déroulées à Saint-John.

Tout au long de l'année, le conseil d'administration a assumé ses responsabilités en matière de gouvernance en se concentrant sur les saines pratiques de gestion, la rentabilité, la responsabilisation (y compris l'amélioration de la mesure du rendement) et la transparence. La deuxième année de la mise en œuvre de notre plan stratégique témoigne des progrès constants réalisés en ce qui a trait à la vision d'avenir du Conseil des arts, notamment le fait que toutes les Canadiennes et tous les Canadiens puissent faire l'expérience des arts et participer activement aux arts, peu importe leur âge, leur situation économique ou leur lieu de résidence.

Toutes les décisions du conseil d'administration continuent de tenir compte du contexte financier dans lequel le Conseil des arts exerce ses activités, et nous sommes profondément conscients de la nécessité de faire preuve de vigilance. La stabilité de l'enveloppe budgétaire du Conseil des arts témoigne de l'efficacité de sa gestion.

Le conseil d'administration continuera de s'assurer que la confiance que lui accordent le gouvernement et les Canadiennes et Canadiens demeure fondée, que le Conseil des arts continue de jouer un rôle de chef de file à l'échelle nationale et que son travail demeure pertinent pour la population canadienne et qu'il jette des bases solides pour l'avenir.

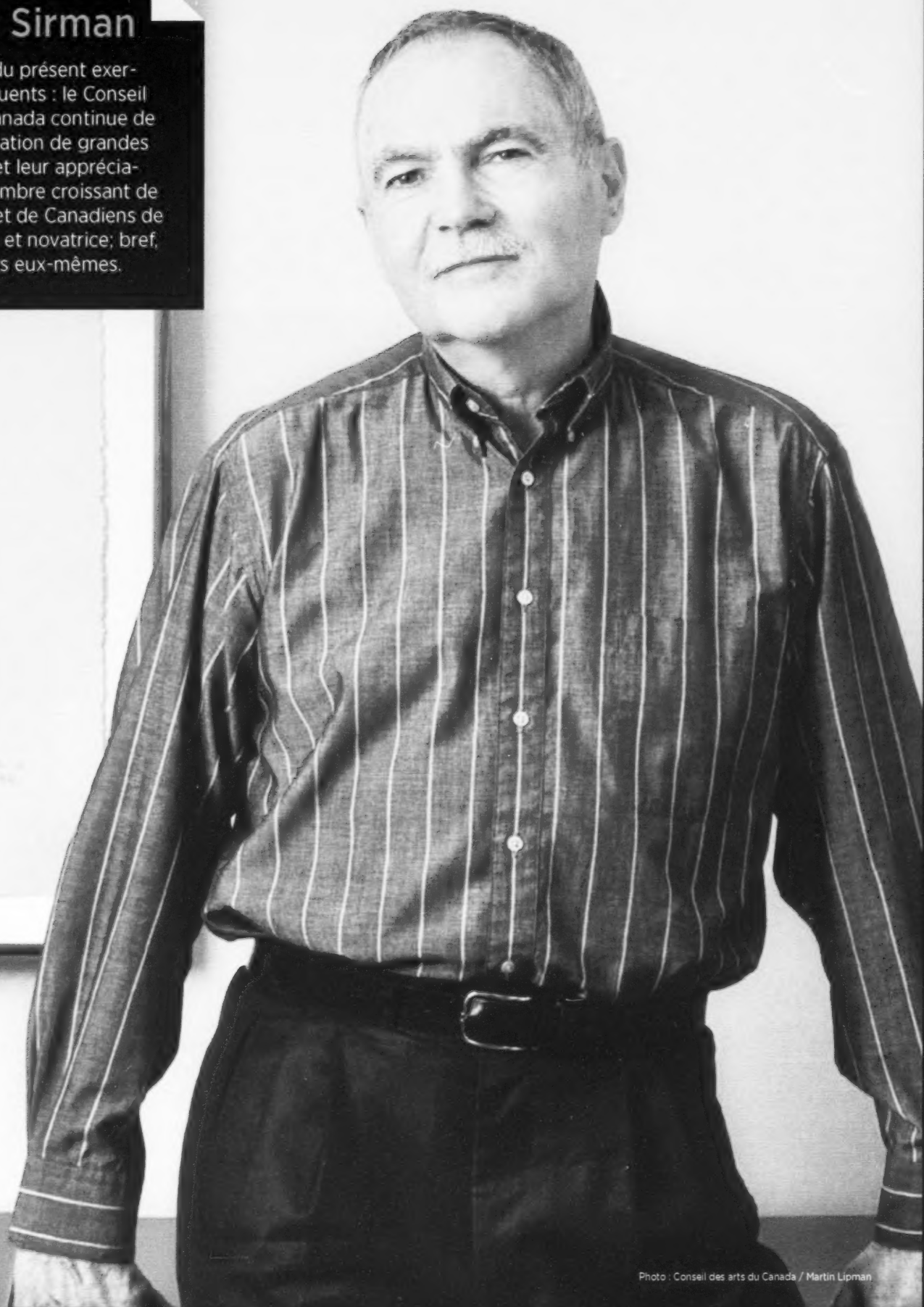
J'aimerais également profiter de cette occasion pour saluer le départ de Philip Ponting (Alberta), dont le mandat a pris fin au cours de la dernière année, et souhaiter la bienvenue à Howard Jang (Colombie-Britannique) et à Brenda Stehelin (Yukon) au sein du conseil d'administration.

Pour conclure, j'ajouterais que je suis ravi d'avoir l'occasion de continuer à travailler avec mes collègues membres du conseil pour un autre mandat, à titre de président. Ce mandat promet d'être particulièrement riche en événements. Alors que nous continuerons de mettre en œuvre notre vision stratégique, nous célébrerons deux importants jalons en 2017 : le 60^e anniversaire du Conseil des arts et le 150^e anniversaire du Canada. Ces célébrations nous offrent une occasion parfaite de souligner à quel point les arts et le Conseil des arts du Canada contribuent à la force et à la vitalité de notre nation.

Joseph L. Rotman

Robert Sirman

Les résultats du présent exercice sont éloquentes : le Conseil des arts du Canada continue de stimuler la création de grandes œuvres d'art et leur appréciation par un nombre croissant de Canadiennes et de Canadiens de façon créative et novatrice; bref, comme les arts eux-mêmes.



Message du directeur et chef de la direction

L'année dernière s'est avérée une période de convergence considérable pour le Conseil des arts du Canada. De nombreuses années de planification stratégique, de consultations, de recherches et d'analyses ont abouti pour créer un plan axé sur le changement, plan qui comporte de multiples facettes et qui aura de nombreuses répercussions à long terme pour le Conseil ainsi que pour le secteur des arts et la nation qu'il dessert.

Parmi les événements marquants de l'année figurent : la publication d'un document de travail sur l'engagement du public envers les arts; un examen multidisciplinaire des programmes de subventions de fonctionnement; une augmentation considérable du soutien à l'accès aux marchés national et international; un examen du programme La Brigade volante; des changements aux politiques visant à augmenter les mouvements de fonds dans le cadre des concours annuels et pluriannuels; un examen du Programme du droit de prêt public; la création d'un groupe de travail chargé d'étudier le mandat et le modèle opérationnel de la Banque d'œuvres d'art; l'organisation du déménagement du Conseil des arts dans de nouveaux bureaux en 2013-2014; ainsi que plusieurs initiatives technologiques, dont la sélection du fournisseur d'un nouveau système de gestion des relations avec la clientèle, la refonte de notre site web, la numérisation de nos dossiers, l'intégration des médias sociaux et l'utilisation accrue de tablettes électroniques lors des délibérations des jurys et des réunions du conseil d'administration.

Par ailleurs, le Conseil des arts a accordé plus de 150 millions de dollars sous forme de subventions et de paiements

aux artistes et aux organismes artistiques dans quelque 7 000 collectivités, partout au Canada; décerné au moins 200 prix et bourses; accompli des progrès au titre de ses programmes d'équité et de mesure du rendement; prêté d'anciens instruments à cordes exceptionnels de sa Banque d'instruments de musique à 18 jeunes musiciens; loué plus de 3 500 œuvres d'art contemporaines canadiennes de sa Banque d'œuvres d'art; et contribué au programme international du Canada grâce aux travaux de la Commission canadienne pour l'UNESCO.

Le fait d'avoir accompli tant de choses dans une période de changements artistiques, démographiques, technologiques et économiques sans précédent rend compte de la compétence, du dévouement et de la bonne volonté de milliers de personnes, au sein tant des membres du conseil d'administration et des employés du Conseil que des artistes, administrateurs, bénévoles et autres organismes de soutien avec lesquels le Conseil travaille tout au long de l'année.

Je suis particulièrement fier de la générosité de cœur et d'esprit qui ressort de la participation du Conseil des arts à la Campagne de charité en milieu de travail du gouvernement du Canada. Au cours de cette campagne, les employés du Conseil, au nombre de moins de 250, ont apporté une contribution de plus de 90 000 \$ par an, avec un taux de participation supérieur à 100 % pour une troisième année consécutive.

Ce sentiment de dévouement et de générosité imprègne notre culture de travail et permet au Conseil des arts de relever, année après année, des défis de plus en plus complexes.

Le rendement supérieur à 10 % des placements du fonds de dotation du Conseil, conjugué à son crédit parlementaire stable, à un contrôle rigoureux des dépenses et au respect continu des lignes directrices en matière de restrictions budgétaires ont permis au Conseil des arts d'afficher un excédent net d'exploitation de 6 millions de dollars, ce qui représente une amélioration considérable par rapport au déficit de 6,5 millions de dollars de l'exercice précédent.

La pertinence et l'incidence du Conseil dépendent de sa capacité à soutenir la pratique des arts professionnels au Canada et à suivre l'évolution des pratiques artistiques. Pour ce faire, nous devons adopter des stratégies qui permettent de trouver un juste équilibre entre la stabilité et la pertinence, la continuité et le renouvellement, les besoins des praticiens et ceux de l'ensemble du secteur. Nous devons aussi tenir compte de l'énergie catalytique des petites et grandes collectivités et de la capacité de rassemblement propre à un organisme de soutien fédéral.

Les résultats du présent exercice sont éloquentes : le Conseil des arts du Canada continue de stimuler la création de grandes œuvres d'art et leur appréciation par un nombre croissant de Canadiennes et de Canadiens de façon créative et novatrice; bref, comme les arts eux-mêmes.

Robert Sirman

Commentaires et analyse
de la direction

Notre objectif : un secteur
artistique dynamique et diversifié
qui enrichit la vie des Canadiennes
et des Canadiens.

Commentaires et analyse de la direction

Le Conseil des arts du Canada s'emploie à renforcer la pratique des arts et à rapprocher le public des arts. Dans son plan stratégique et son plan d'entreprise, *Resserrer les liens 2011-2016*, le Conseil énonce cinq résultats stratégiques qui soutiennent conjointement son objectif final : un secteur artistique dynamique et diversifié qui enrichit la vie des Canadiennes et des Canadiens. Le *Rapport annuel 2012-2013* souhaite rendre compte de nos progrès en vue d'atteindre cet objectif en présentant non seulement les résultats, mais aussi les retombées du financement du Conseil sur les artistes, les organismes artistiques et, enfin, le public canadien.

La section « Commentaires et analyse de la direction » présente de nouvelles mesures de rendement qui continueront d'évoluer au cours des prochaines années au fur et à mesure que le Conseil renforcera sa capacité

à rendre compte de ses résultats grâce à de nouveaux outils tels que le nouveau système de gestion des subventions et la base de données CADAC (Données sur les arts au Canada).

Toutefois, afin d'interpréter ces résultats, il est important de reconnaître que les investissements réalisés par le Conseil s'inscrivent dans un vaste système de soutien et d'influence, qui comprend également les organismes subventionnaires des secteurs publics et privés ainsi que les revenus gagnés. Le Conseil contribue à divers degrés aux résultats, mais les mesures peuvent aussi être influencées par des facteurs indépendants du contrôle du Conseil.

Les cinq résultats stratégiques du Conseil

1

Le Conseil a renforcé son engagement à l'égard des artistes œuvrant seuls ou en collaboration, car ils constituent le cœur même de la pratique artistique.

2

Les organismes artistiques ont une meilleure capacité de soutenir les pratiques artistiques et d'accroître leur présence partout au pays et à l'étranger.

3

Le Conseil a joué un rôle de chef de file dans la promotion de l'équité en tant que priorité fondamentale à la réalisation des aspirations artistiques du Canada.

4

Le Conseil a étendu son rayonnement dans tout le pays et à l'étranger et a tiré parti de ressources additionnelles ainsi que d'un plus grand investissement sociétal dans les arts grâce aux partenariats.

5

Le Conseil a accru sa capacité à soutenir les arts et à instaurer des changements grâce au renforcement de sa structure et de son effectif et grâce à l'amélioration de ses services.

Les thèmes de l'engagement du public envers les arts, des nouvelles technologies et de la synergie sont étroitement liés aux résultats et à l'ensemble des travaux du Conseil.

En bref

18 186

nombre d'auteurs ayant reçu un appui par le biais du Programme du droit de prêt public

1 918

nombre de collectivités de l'ensemble du Canada, où des subventions, des prix et des paiements ont été versés

1 925

nombre d'artistes recevant un appui du Conseil

2 241

nombre d'organismes ayant reçu un appui du Conseil

181,2 M\$

crédit parlementaire total

153,4 M\$

somme allouée sous forme de subventions, prix et paiements

1 016

nombre de bénéficiaires d'une première subvention (ces artistes et organismes artistiques représentent 24 % de tous les bénéficiaires)

629

nombre de pairs évaluateurs

Au cours de la dernière année, plusieurs activités importantes ont fait progresser les orientations stratégiques énoncées dans **Resserrer les liens**.

Le marché des arts

Stratégie pluriannuelle visant à s'assurer que le secteur artistique canadien établit des contacts à l'échelle du monde.



Engagement du public envers les arts

Le Conseil a soulevé la question du rôle essentiel de l'engagement du public envers les arts en amorçant un dialogue avec ses partenaires sur la signification de cet engagement et les façons de créer des liens plus significatifs entre le public et les arts.

Visitez : www.conseildesarts.ca/engagement_public

Révision du soutien aux organismes

Deux aspects essentiels du soutien accordé aux organismes artistiques ont fait l'objet d'une révision : les subventions de fonctionnement (qui représentent environ 66 % du budget de subventions du Conseil et appuient 1 000 organismes) et le programme La Brigade volante, destiné à soutenir la capacité administrative au sein du secteur des arts. Cette révision a pour but d'adopter une approche globale menant à la mise en place d'un système de financement stratégique, pertinent, durable et plus souple, qui permettra au Conseil de s'adapter aux changements, dans un contexte où ses crédits parlementaires demeurent stables et où le secteur, lui, continue de croître.

Contexte opérationnel

L'économie canadienne, tout comme l'économie mondiale, demeure instable face à la tourmente qui secoue les marchés européens et à la reprise en dents de scie de l'économie américaine.

Le niveau de financement des arts varie selon les régions du pays, enregistrant une certaine hausse sur le plan municipal et de légères fluctuations sur les plans provinciaux et territoriaux. Les tendances actuelles comprennent les plateformes locales de financement collectif, l'augmentation des programmes de contrepartie pour les dotations et l'obtention de nouveaux fonds du secteur privé. Les homologues internationaux du Conseil ont également connu des changements au cours de la dernière année, notamment d'importantes restructurations et compressions budgétaires dans

certain pays européens et l'adoption d'une nouvelle politique culturelle en Australie.

Sur la scène internationale, les principaux sujets de discussion au sein du secteur des arts ont porté sur l'engagement du public et le rôle que joueront les organismes publics subventionnaires pour répondre à une diversité accrue. Le secteur artistique canadien, à l'instar d'autres secteurs, manifeste un intérêt croissant pour les nouveaux marchés et les nouveaux moyens de diffusion numériques.

Les technologies mobiles et interactives continuent d'influencer les pratiques artistiques. Les médias sociaux et l'exploration de données sont de plus en plus importants en matière d'engagement et de reddition de comptes.

RÉSULTATS FINAUX ET RÉPERCUSSIONS STRATÉGIQUES

Un secteur artistique dynamique et diversifié qui enrichit la vie des Canadiens.

Les Canadiens d'un océan à l'autre s'intéressent aux arts de nombreuses façons et apprécient le rôle que jouent les arts dans leur vie et leur collectivité. Le Conseil des arts contribue à cet engagement du public en appuyant la création, la production et la diffusion d'une grande variété d'expériences artistiques. Il contribue également aux retombées économiques du secteur grâce à l'effet de levier de ses subventions et de ses services. Le soutien du Conseil s'inscrit dans un vaste système de financement public et privé pour le secteur des arts, notamment pour les organismes artistiques.

Bénévolat dans le secteur des arts et valeur au sein de la communauté

764 000

Canadiens ont fait du bénévolat auprès d'organismes artistiques en 2010

99 % de tous les bénévoles dans le domaine des arts et de la culture au Canada ont indiqué qu'ils travaillaient bénévolement pour contribuer à leur collectivité.

Qualité de vie et participation du public aux arts

9,2 sur 10



nombre de Canadiens qui croient que les arts et la culture créent des milieux de vie plus agréables.

9,0 sur 10



nombre de Canadiens qui pensent que le contact avec les arts et la culture est important pour le bien-être individuel.

8,3 sur 10



nombre de Canadiens qui ont assisté à au moins un type de spectacle ou d'activité artistique l'année dernière.

6,6 sur 10



nombre de Canadiens qui estiment que les événements artistiques et culturels sont importants pour leur qualité de vie et pour celle de leur famille.

▲ Résultats

Artistes

Renforcer l'engagement du Conseil des arts à l'égard des artistes œuvrant seuls ou en collaboration, car ils constituent le cœur même de la pratique artistique au Canada.

Par le biais de ses subventions, paiements, prix et services, le Conseil des arts soutient la carrière des artistes ainsi que la prise de risques et il reconnaît les réalisations artistiques exceptionnelles.

En bref

Le Conseil des arts a soutenu

20 355

artistes pour une vaste gamme d'activités, y compris des activités de recherche, de création et de développement des marchés ainsi que des déplacements professionnels, et, par le biais de paiements, pour la présence de leurs livres dans les bibliothèques publiques.

Le Programme du droit de prêt public compte

5 176

nouveaux titres inscrits. Dans l'ensemble, le taux de croissance moyen des titres admissibles au cours des trois dernières années est de 3,88 %.

La promotion faite par le Conseil des lauréats de ses prix et bourses dans les médias sociaux :

3,4 millions

de vues sur Twitter et plus de 100 millions de vues sur les fils de nouvelles traditionnelles et en ligne.



DES ARTISTES GAGNANTS À L'ÉCRAN

Cette année, en partenariat avec l'Alliance des arts médiatiques indépendants (AAMI), le Conseil des arts du Canada a commandé à des artistes des arts médiatiques des portraits vidéo des sept lauréats des Prix du Gouverneur général en arts visuels et en arts médiatiques (PGGAVAM). Diffusées sur de nombreuses plateformes, ces vidéos ont grandement circulé grâce aux artistes qui les ont réalisées et grâce à différents centres de production partout au pays. L'AAMI en a aussi fait la promotion sur les médias sociaux et auprès de ses membres. Ce partenariat illustre avec éloquence qu'un investissement misant sur les artistes contribue à faire découvrir les arts à un public toujours plus grand.



En haut : capture d'écran de la vidéo sur Rebecca Belmore (lauréate d'un PGGAVAM), réalisée par Danielle Sturk. En bas : capture d'écran de la vidéo sur William MacGillivray (lauréat d'un PGGAVAM), réalisée par Eva Madden.

Soutien direct du Conseil aux artistes ▲

Nombre de bénéficiaires		
	2012	2013
Nombre total des artistes ayant reçu des subventions	2 013	1 925
Nombre total des artistes ayant reçu un soutien*	20 157	20 335

Financement total		
(en millions de dollars)	2012	2013
Total des subventions aux artistes	21 871 \$	20 345 \$
Total du soutien aux artistes*	35 226 \$	32 875 \$

* Ces chiffres incluent les programmes du droit de prêt public, des prix et des dotations.

Analyse de la tendance

Le montant total des subventions accordées aux artistes a légèrement reculé au cours de la période visée par le plan stratégique, alors que le nombre de bénéficiaires a augmenté.

Soutien organisationnel aux artistes ▲

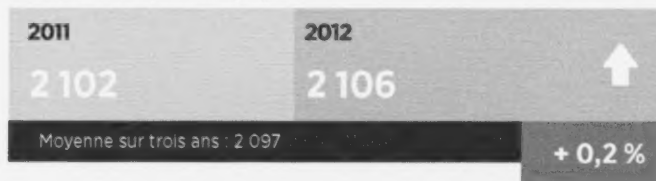
Outre le soutien direct sous forme de subventions, les artistes sont employés et rémunérés par des organismes qui ont obtenu des subventions de fonctionnement du Conseil et qui procurent une infrastructure favorisant la création, la production et la diffusion.¹⁰¹

Soutien indirect du Conseil aux artistes

Nombre total d'artistes ayant reçu des cachets



Nombre total d'artistes employés



Analyse de la tendance

Le nombre d'artistes indépendants qui reçoivent des cachets pour leur travail artistique, tel que le révèle l'échantillon-type d'organismes recevant des subventions de fonctionnement, a légèrement augmenté au cours des deux dernières années. Pendant cette même période, le nombre d'artistes employés par des organismes artistiques est demeuré relativement stable. (Les artistes peuvent se voir verser des cachets ou être employés par plus d'un organisme artistique.)¹⁰²



LA SCÈNE MONDIALE

Le Conseil des arts aide le talent canadien à briller sur la scène mondiale. En 2012-2013, il a lancé une initiative triennale axée sur l'accès au marché. Cette initiative comprend une augmentation des subventions, une participation accrue à des conférences et à des événements promotionnels ainsi que l'envoi de délégations sur de nouveaux marchés, notamment dans la région Asie-Pacifique (nouvel investissement total de 5 millions de dollars). Le Conseil intensifie également ses communications et ses consultations avec la communauté artistique afin de trouver les meilleures façons d'aider les artistes à obtenir du succès à l'étranger.



Ci-dessus : Grâce à l'appui du Conseil, le groupe A Tribe Called Red a présenté son incomparable spectacle à de prestigieux événements internationaux. Conjuguant les chants et tambours traditionnels des pow-wow à la musique électronique moderne, le groupe s'est produit sur les scènes des plus importants événements musicaux au monde, soit au salon international des musiques du monde WOMEX, à Thessalonique, en Grèce (octobre 2012) et à la conférence de l'Association of Performing Arts Presenters, à New York (janvier 2013). Photo : Eva Blue (Igloofest 2013, Montréal)

▲ Résultats

Organismes artistiques

Les organismes artistiques ont accru leur capacité de soutenir les pratiques artistiques et d'accroître leur présence partout au pays et à l'étranger.

Les organismes artistiques jouent un rôle déterminant dans la vie culturelle et artistique du Canada. Les organismes artistiques interagissent avec le public, notamment au moyen d'activités de promotion, de programmation, de sensibilisation ou d'éducation, de projets d'arts communautaires et de partenariats civiques. Ils soutiennent et emploient des artistes et d'autres professionnels de la culture.

En bref

93 M\$

ou 66 % du budget annuel de subventions du Conseil est affecté aux subventions de fonctionnement annuelles et pluri-annuelles* de quelque 1 000 organismes artistiques situés dans 157 collectivités.

1 704

organismes artistiques ont reçu 28 M\$ sous forme de subventions de projet, soit 20 % du budget de subventions total du Conseil. Ce montant est demeuré stable au cours de la période visée par le plan stratégique.

La stabilité du soutien accordé par le Conseil au secteur des arts a aidé les organismes à traverser la crise économique en 2008-2009 et à faire face à ses répercussions au cours des années suivantes.



OBJECTIF JEUNESSE

Les compagnies d'opéra de partout au Canada confirment leur engagement à l'égard de la création et de la diffusion de l'opéra canadien avec l'aide du Conseil des arts. Le programme de perfectionnement pour les artistes émergents de l'Opéra de Calgary, le programme pour jeunes artistes et le programme de résidences d'artistes du Pacific Opera Victoria, l'Ensemble Studio de la Compagnie d'opéra canadienne ainsi que l'Atelier lyrique de l'Opéra de Montréal offrent aux chanteurs d'opéra de la relève des occasions de formation professionnelle leur permettant d'effectuer le passage des études à une carrière d'artiste de la scène.

Les orchestres sont également très actifs auprès des communautés et, notamment, auprès des communautés défavorisées, mal desservies ou isolées. Les orchestres d'Edmonton, de Hamilton, du Nouveau-Brunswick, de Kitchener Waterloo, de Prince George et de Winnipeg offrent des programmes ou participent à des programmes existants, qui fournissent des instruments, donnent des leçons de musique aux enfants défavorisés et leur permettent de jouer dans un orchestre. Ces programmes s'inspirent du programme vénézuélien El Sistema.



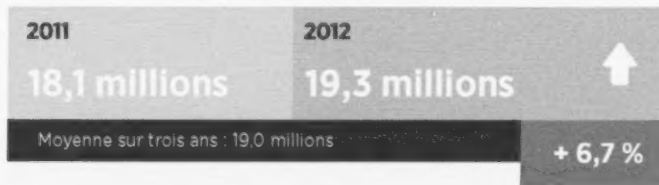
Ci-dessus : Winnipeg Symphony Orchestra est partenaire de la division scolaire Seven Oaks, pour le programme Sistema Winnipeg. Photo : WSO

Présence et engagement

Activités artistiques publiques et participation : en hausse

Les Canadiens participent aux arts dans le cadre de spectacles, d'expositions, de festivals, de rencontres littéraires et de projections cinématographiques. Cet engagement est renforcé notamment par des activités participatives, des activités de sensibilisation, des visites en coulisse, des rencontres avec les artistes, des événements en cocréation, etc.

Participation/fréquentation totale telle que révélée par l'échantillon-type d'organismes recevant des subventions de fonctionnement du Conseil



Nombre total d'activités artistiques publiques tel que le révèle l'échantillon-type d'organismes recevant des subventions de fonctionnement du Conseil



Analyse de la tendance

Le nombre d'activités artistiques ainsi que la participation/fréquentation déclarée ont augmenté de façon constante.⁽ⁱⁱ⁾

Bénévoles : Les Canadiens apprécient les organismes artistiques financés par le Conseil des arts et les appuient.

Les bénévoles représentent une mesure importante du soutien de la collectivité aux organismes artistiques à but non lucratif : la quasi-totalité des bénévoles dans le domaine des arts et de la culture (99 %) ont indiqué qu'ils font du bénévolat afin de contribuer à leur collectivité. Les bénévoles représentent également une source importante de main-d'œuvre qui aide les organismes artistiques à renforcer leur capacité. Les conseils d'administration bénévoles constituent une composante essentielle de l'écosystème des arts, car ils apportent l'expertise et le leadership nécessaires pour aider ces organismes à remplir leur mandat. En 2010, environ 1,4 million de Canadiens ont fait du bénévolat ou effectué un don (ou les deux) auprès d'organismes artistiques et culturels, y compris des organismes subventionnés par le Conseil. Le secteur à but non lucratif dans son ensemble a bénéficié de la contribution de 13,3 millions de Canadiens⁽ⁱ⁾.

2012

Le nombre d'heures de bénévolat équivaut au travail d'environ

700 employés

ou 11 % du total des employés à temps plein comme le révèle l'échantillon-type d'organismes recevant des subventions de fonctionnement du Conseil.

2010

1,4 million

nombre de Canadiens ayant fait du bénévolat ou ayant fait des dons (ou les deux) auprès d'organismes artistiques ou culturels.

Nombre total de bénévoles et nombre total estimé d'heures travaillées par tous les bénévoles comme le révèle l'échantillon-type d'organismes recevant des subventions de fonctionnement du Conseil



Analyse de la tendance

Le nombre de bénévoles travaillant pour des organismes financés par le Conseil des arts a constamment augmenté au cours des trois dernières années.

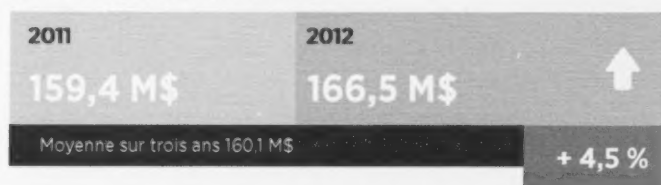
Renforcement de la capacité des organismes artistiques

Les organismes artistiques canadiens doivent disposer de la capacité nécessaire pour comprendre leur milieu et réagir à leur environnement. Pour mesurer cette capacité, deux aspects ont été analysés, soit l'emploi et la santé financière.

Emploi : constance

Dans son ensemble, le secteur culturel canadien emploie 609 000 travailleurs culturels, dont 140 000 artistes*. Les organismes financés par le Conseil des arts sont essentiellement des organismes à but non lucratif** dont la taille varie de grandes entreprises comptant des centaines d'employés à de petits organismes dotés d'un effectif à temps plein très restreint.

Salaires : arts, production et technique



Emplois ETP (équivalent temps plein) : arts, exposition, production, programmation et technique



Salaires : administration, installations, marketing, communications et collecte de fonds



Emplois ETP : administration, installations, marketing, communications et collecte de fonds



Analyse de la tendance

Les organismes de l'échantillon-type d'organismes recevant des subventions de fonctionnement du Conseil ont maintenu des niveaux d'emploi constants d'équivalents temps plein (ETP)**.

Santé financière des organismes : stabilité

Le Conseil des arts examine deux aspects du rendement financier de l'échantillon type d'organismes qui reçoivent des subventions de fonctionnement, soit les tendances des revenus et des dépenses et le ratio d'endettement.

Revenus et dépenses

(en millions de dollars)	2011	2012	Variation en %	Moyenne sur 3 ans
Proportion des revenus autonomes	65,9 %	66,4 %	0,5 %	65,7 %
Proportion des revenus provenant des secteurs publics	34,1 %	33,6 %	-0,5 %	34,3 %
Total des revenus	844,1 \$	860,5 \$	1,9 %	847,7 \$
Total des dépenses	830,7 \$	853,8 \$	2,8 %	833,3 \$

Ratio d'endettement

Ratio d'endettement moyen***	1,01	0,91	-9,9 %	0,99
Total de l'actif	1 053,2 \$	1 095,3 \$	4,0 %	1 050,8 \$
Total du passif	830,2 \$	875,8 \$	5,5 %	829,2 \$

Analyse de la tendance

L'échantillon-type d'organismes recevant des subventions de fonctionnement du Conseil des arts révèle une légère augmentation de la proportion des revenus autonomes (c.-à-d. des revenus gagnés et provenant de sources privées) ainsi qu'une réduction de valeur équivalente du financement provenant de tous les paliers de gouvernement. Si le total des revenus a légèrement augmenté au cours de la période visée, le taux de croissance des revenus est demeuré inférieur à celui des dépenses.

Ratio d'endettement : La solvabilité à long terme des organismes, comme l'indique leur ratio d'endettement, se maintient dans une fourchette acceptable et s'est renforcée au cours de la période visée**.

Résultats

Équité

Le Conseil a joué un rôle de chef de file dans la promotion de l'équité en tant que priorité fondamentale à la réalisation des aspirations artistiques du Canada.

L'équité est un élément intrinsèque de l'écologie des arts au Canada. Le Conseil s'est engagé à faire tomber les barrières limitant l'accès au soutien public des arts, en particulier pour les artistes autochtones, les artistes issus de diverses cultures, les artistes handicapés ou sourds et ceux issus des communautés de langue officielle en situation minoritaire, de même que pour les organismes artistiques qui les appuient. Par ailleurs, le Conseil soutient et favorise le dialogue sur l'équité.

Soutien aux groupes désignés en matière d'équité

Le Conseil utilise la proportion en pourcentage des groupes visés par l'équité au sein de la population active du secteur des arts comme norme de référence pour mesurer son appui⁶⁶. Il importe de souligner qu'il n'est pas recommandé d'effectuer des analyses comparatives entre les groupes désignés en matière d'équité étant donné que chaque communauté se heurte à des obstacles et à des enjeux différents et connaît différentes difficultés en matière de collecte de données, en particulier en ce qui concerne l'identification.

Autochtones

	2012	2013	Variation en %	Moyenne sur 3 ans
Pairs	11,9 %	12,6 %	0,7 %	11,6 %
Subventions	3,8 %	4,2 %	0,4 %	4,1 %

Population du secteur des arts : 2,4 %

Analyse de la tendance

Les pairs évaluateurs et la proportion des subventions continuent de dépasser la norme de référence de la population active du secteur des arts.

Diverses cultures

	2012	2013	Variation en %	Moyenne sur 3 ans
Pairs	16,2 %	15,3 %	-0,9 %	16,2 %
Subventions	6,1 %	6,5 %	0,4 %	6,4 %

Population du secteur des arts : 10,6 %

Analyse de la tendance

Les pairs évaluateurs continuent de dépasser la norme de référence de la population active du secteur des arts tandis que la proportion des subventions est, elle, inférieure.

Handicapés et sourds⁶⁸

	2012	2013	Variation en %	Moyenne sur 3 ans
Pairs	2,6 %	1,6 %	-1,0 %	1,7 %
Subventions	0,8 %	0,7 %	-0,1 %	0,6 %

Population du secteur des arts : 15,1 %

Analyse de la tendance

Les pairs évaluateurs et la proportion des subventions sont nettement inférieurs à la norme de référence. Le Conseil met actuellement en œuvre l'initiative *L'art à part entière : Stratégie d'accès et d'égalité pour l'avancement des pratiques des artistes handicapés ou sourds* afin de remédier à cette situation.

Francophones⁶⁹ (communautés de langue officielle en situation minoritaire)

	2012	2013	Variation en %	Moyenne sur 3 ans
Pairs	6,7 %	5,7 %	-1,0 %	6,1 %
Subventions	2,1 %	2,3 %	0,2 %	2,2 %

Population du secteur des arts : 2,6 %

Analyse de la tendance

Les pairs évaluateurs continuent de dépasser la norme de référence de la population active du secteur des arts tandis que la proportion des subventions est inférieure.

Anglophones⁷⁰ (communautés de langue officielle en situation minoritaire)

	2012	2013	Variation en %	Moyenne sur 3 ans
Pairs	5,3 %	7,3 %	2,0 %	6,9 %
Subventions	3,8 %	4,2 %	0,4 %	4,0 %

Population du secteur des arts : 4,7 %

Analyse de la tendance

Les pairs évaluateurs continuent de dépasser la norme de référence de la population active du secteur des arts tandis que la proportion des subventions est inférieure.

Le Conseil des arts examine actuellement un certain nombre de programmes et d'initiatives afin d'évaluer l'efficacité de ses programmes fondés sur l'équité à la lumière des tendances présentées ci-dessus.

- ▼ Le Conseil évaluera l'ensemble de ses programmes d'aide aux arts autochtones en 2015.
- ▼ Le Conseil continuera de revoir son initiative d'accroissement de la capacité du Bureau de l'équité à l'issue de l'examen effectué en 2010, qui a révélé que la volonté d'augmenter l'accès aux subventions de fonctionnement avait connu un succès mitigé.
- ▼ L'*Entente pour le développement des arts et de la culture dans la francophonie canadienne* sera renouvelée pour donner suite à l'évaluation qui a démontré que l'entente constituait un outil efficace pour favoriser la collaboration.⁷¹

Résultats

Partenariats

Le Conseil des arts a étendu son rayonnement dans tout le pays et à l'étranger, et a tiré parti de ressources additionnelles et d'un plus grand investissement sociétal dans les arts.

Le Conseil a amélioré la prestation de ses services aux artistes et aux organismes artistiques en effectuant des investissements opportuns dans des partenariats novateurs. Grâce à ces partenariats, il soutient ses thèmes prioritaires tels que l'engagement du public, la synergie et les nouvelles technologies.

En bref

1 922 organismes soumettent un même formulaire à différents organismes subventionnaires, ce qui allège le fardeau administratif et améliore les mesures de rendement des organismes artistiques et subventionnaires.

- ▼ L'application web CADAC (Canadian Arts Data/Données sur les arts au Canada), le plus important partenariat du Conseil des arts, permet la collecte, la diffusion et l'analyse de données financières et statistiques sur les organismes artistiques canadiens. CADAC est le fruit d'un partenariat avec des organismes de soutien aux arts de six provinces et de sept municipalités. Désormais, 1 922 organismes soumettent un même formulaire à différents organismes subventionnaires, ce qui allège le fardeau administratif et améliore les mesures de rendement des organismes artistiques et subventionnaires. Le Conseil héberge le secrétariat de CADAC.
- ▼ D'autres importants partenariats visant des groupes désignés en matière d'équité favorisent des investissements dans des initiatives et des programmes locaux. Ainsi, le partenariat Vivacité[®] renforce le soutien aux jeunes artistes et aux artistes émergents de diverses cultures à Montréal, depuis 2007; un nouveau partenariat de trois ans avec Arts Nouvelle-Écosse visera à faire tomber les obstacles auxquels se heurtent les artistes autochtones, handicapés, sourds ou atteints de maladie mentale et ceux de diverses cultures en Nouvelle-Écosse.
- ▼ Poursuivant sa Stratégie pour le Nord, le Conseil a conclu des partenariats avec des organismes de soutien locaux pour le financement de rassemblements à Yellowknife, (territoires du Nord-Ouest, octobre 2012), et à Iqaluit (Nunavut, février 2013), qui permettront de nouer des liens, d'accroître les occasions de perfectionnement professionnel et de renforcer la capacité.
- ▼ En partenariat avec Les affaires pour les arts, le Conseil a soutenu, en 2012, une série de tables rondes dans neuf villes au pays. Celles-ci ont favorisé la création de liens entre les organismes publics de soutien aux arts et le secteur privé dans ces collectivités. Ce partenariat a généré des initiatives impliquant de nouveaux investissements des entreprises dans les arts.
- ▼ Afin d'accroître la visibilité des artistes primés, le Conseil collabore avec des organismes tels qu'Indigo, CBC/Radio-Canada, le Musée des beaux-arts du Canada et la Walrus Foundation. Il a ainsi élargi la portée de ses campagnes dans les médias sociaux et traditionnels et joint des millions de Canadiens.



PARTENAIRE PAR NATURE

La Commission canadienne pour l'UNESCO est un véritable carrefour de discussion et d'engagement pour les gouvernements, la société civile et le public dans les domaines de l'éducation, la culture, les sciences naturelles et sociales, la communication et l'information. Elle collabore donc à la réalisation du plan stratégique du Conseil des arts, notamment en ce qui a trait aux partenariats.

Catalyseur, la Commission contribue à une réelle démocratie participative. Dans le seul domaine de l'éducation, la Commission a notamment participé à : la conférence étudiante « Apprendre à changer le monde ensemble », la Semaine nationale des apprenants adultes, la Journée mondiale des enseignants et la Semaine de l'éducation artistique. Les travaux de la Commission découlent la vision du Conseil en ce qui a trait à l'engagement culturel, soit l'apprentissage et la participation de tous, tout au long de la vie. Les initiatives de la Commission dans ses autres champs d'intervention participent de la même vision (voir unesco.ca).



La Campagne nationale pour la lecture, qui veut donner à tous accès à la lecture et le goût d'apprendre, a reçu le soutien financier du Conseil des arts et l'appui de la Commission canadienne pour l'UNESCO. Photo : Malcolm Brodie, maire de Richmond, C.-B., lit un livre à des enfants dans le cadre de la Campagne.

Résultats

Capacité organisationnelle

Accroître la capacité du Conseil à soutenir les arts et à instaurer des changements grâce au renforcement de sa structure et de son effectif et à l'amélioration de ses services.

Le Conseil des arts s'est engagé à s'assurer que ses pratiques et politiques demeurent pertinentes et adaptées à son rôle d'organisme national de soutien aux arts en instaurant des changements à grande échelle dans sa culture de travail.

En bref

Les employés du Conseil s'adaptent et répondent au changement grâce à la modernisation des systèmes.

Déménagement au 150, rue Elgin, à Ottawa

Le Conseil déménagera dans un nouvel immeuble conforme à la norme LEED Or en janvier 2014. Ce nouvel immeuble, qui augmentera la visibilité et la présence du Conseil, comprendra un espace d'exposition ouvert au public où seront présentées des œuvres de la Banque d'œuvres d'art du Conseil. L'utilisation de la technologie, les techniques de construction modernes, les taux d'intérêt favorables, les travaux de construction réalisés en collaboration avec le propriétaire et la réduction de son empreinte écologique permettront au Conseil de réaliser d'importantes économies de coûts. Les frais d'exploitation liés à l'immeuble demeureront inférieurs à ceux de 2011-2012 au cours des cinq prochaines années.

Nouvelles technologies : modernisation des systèmes

Le Conseil a mis en œuvre d'importants changements à ses systèmes informatiques. En effet, il met actuellement au point un nouveau système de gestion des subventions et des relations avec la clientèle : les premiers programmes pilotes sont prévus en 2013-2014. Le nouveau système sera plus efficace et davantage axé sur les clients et comportera des fonctions améliorées de suivi et de reddition de comptes.

Site web

Le site web conseildesarts.ca est l'un des plus importants instruments pour faire connaître le travail et les valeurs du Conseil des arts. Au printemps 2013, le Conseil a lancé une nouvelle version de son site web, qui propose une interface publique plus vibrante et plus accessible. Ce nouveau site, qui est aussi plus convivial, fait appel à diverses plateformes et assure la promotion des artistes et des organismes artistiques soutenus par le Conseil.



CARTOGRAPHIE DE LA DANSE

La danse ne se limite pas à une soirée au ballet. On peut danser presque n'importe où : dans la rue, à l'école et dans des centres communautaires partout au pays. Elle est pratiquée par les jeunes et les moins jeunes et appréciée en personne ou en ligne. Le Conseil des arts du Canada dirige un vaste projet de recherche visant à mieux comprendre l'ensemble de l'écosystème de la danse au Canada et ses répercussions socio-économiques. Il collabore avec le Conseil des arts de l'Ontario (qui a coparrainé l'étude) ainsi qu'avec des membres du milieu de la danse et des organismes de soutien aux arts de tous les paliers de gouvernement. Le projet se poursuivra tout au long de l'année 2013-2014, et les résultats recueillis seront publiés régulièrement sur le site web du Conseil.



Deux cents amateurs de danse prennent part à l'exubérante danse en ligne *Le Continental XL* [2011]. Chorégraphie de Sylvain Emard, coproduction de Sylvain Emard Danse et du Festival TransAmériques, en coprésentation avec le Quartier des spectacles. Photo : Robert Etcheverry 2011.



L'ACCÈS POUR TOUS

Les pratiques des artistes handicapés et sourds représentent un secteur et des pratiques importantes dans l'écologie des arts du Canada. Le Conseil des arts reconnaît qu'il faut soutenir, promouvoir et favoriser leur évolution. En 2012, il a lancé *L'art à part entière*, une stratégie axée sur ces pratiques et développée en consultation avec la communauté. Celle-ci prévoit l'affectation de nouveaux fonds (plus de 1 M\$ au total de 2011 à 2014) pour renforcer la capacité des organismes favorisant la pratique des artistes handicapés et sourds. Cet investissement permettra de dynamiser et de diversifier la scène artistique au bénéfice de tous les Canadiens.



Sur la photo : Marie-Hélène Bellavance et Tom Casey de Corpsculée Dance, dans *Oiseaux de Malheur*. Photo : Frédéric Duchesne

Remarques sur le nouveau rapport de rendement

Le Conseil des arts a modifié sa façon de présenter son rendement dans son rapport annuel. Au cours des années précédentes, des tableaux rendaient compte des mesures détaillées sur les résultats du financement du Conseil. Ces données sont désormais publiées dans le chapitre « Aperçu à l'échelle nationale » de la publication *Aide financière accordée aux artistes et aux organismes artistiques*, publiée en ligne. Dorénavant, le rapport annuel mettra davantage l'accent sur les résultats. Les mesures améliorées témoigneront non seulement des résultats, mais aussi des retombées du financement du Conseil sur les artistes, les organismes artistiques et, enfin, le public canadien.

Certaines des mesures présentées ici illustrent ces changements. Ce rapport sur le rendement évoluera au fur et à mesure que le Conseil continuera de mettre en œuvre de nouveaux outils au cours des prochaines années. Ces initiatives font partie des investissements effectués par le Conseil pour accroître sa capacité à rendre compte de ses résultats, comme celles du nouveau système de gestion des subventions et de CADAC.

Le Conseil contribue à la mesure des résultats finaux, mais celle-ci demeure indépendante de sa volonté. En revanche, le Conseil peut s'attribuer à différents degrés la mesure des résultats. Il importe de reconnaître que les investissements réalisés par le Conseil s'inscrivent dans le cadre d'un vaste système de soutien, qui comprend les revenus provenant des secteurs publics et privés et des revenus gagnés.

- i. Les conclusions présentées dans le rapport *Les bénévoles et donateurs du secteur des arts et de la culture au Canada* de Hill Strategies proviennent de l'Enquête canadienne sur le don, le bénévolat et la participation de 2010 de Statistique Canada, qui comprend des questions sur les heures de bénévolat et les dons financiers accordés à des organismes à but non lucratif au cours des 12 mois précédant l'enquête.
- ii. Le rapport du ministère du Patrimoine canadien *Les arts et le patrimoine au Canada : Sondage de 2012 sur l'accès et la disponibilité* fait état des conclusions d'un sondage téléphonique sur l'opinion et la participation du public au cours des 12 mois précédant le sondage. Le sondage a été effectué auprès de 1 001 résidents canadiens âgés de 18 ans et plus.
- iii. CADAC (Canadian Arts Data/Données sur les arts au Canada) est une application web de collecte, de diffusion et d'analyse de données financières et statistiques concernant les organismes artistiques canadiens, à l'exclusion des éditeurs de livres et de périodiques. Il convient de souligner que les données financières de CADAC sont des données rapprochées, tandis que les données statistiques correspondent aux données déclarées par les organismes et peuvent être comptabilisées deux fois. Les données de CADAC présentées ici reposent sur un échantillon normalisé fondé sur les données de CADAC au 1^{er} mai 2013 et déclarées par 573 organismes qui reçoivent une subvention de fonctionnement du Conseil des arts. Bien que ces organismes reçoivent tous des subventions du Conseil, il convient de noter que les résultats comprennent également les autres revenus gagnés et publics et ne sont donc pas attribuables uniquement au financement du Conseil des arts.
- iv. Subvention accordée aux organismes artistiques à titre de contribution aux dépenses artistiques et administratives, aux dépenses d'équipement et de locaux de production, aux programmes de résidence ainsi qu'aux activités de perfectionnement professionnel, de recherche et d'analyse, de développement des publics, de publication, de marketing et de promotion. Dans le cas d'une subvention allouée pour plus d'une année, on parle de « subvention pluriannuelle de fonctionnement » ou d'« aide pluriannuelle au fonctionnement ».
- v. Statistique Canada, Recensement de 2006.
- vi. Le domaine de l'édition constitue la principale exception, puisque la plupart des éditeurs de livres et de périodiques sont des entreprises à but lucratif. Le Conseil des arts accorde un soutien financier aux éditeurs canadiens pour les aider à absorber les coûts de publication de titres canadiens d'intérêt général qui contribuent de façon importante au rayonnement de la littérature canadienne.
- vii. Les données sur la population active du secteur des arts proviennent du rapport *Profil statistique des artistes au Canada* préparé par Hill Strategies et reposent sur une demande spéciale de données du recensement de 2006, adressée par le ministère du Patrimoine canadien à Statistique Canada.
- viii. Les données sur les artistes handicapés et sourds proviennent de l'*Enquête sur la participation et les limitations d'activités de 2006*, « une enquête nationale qui recueille de l'information sur les adultes et les enfants dont les activités quotidiennes sont limitées par un état ou un problème de santé physique ou mentale ou par un autre problème de santé » et reposent sur une demande spéciale de données adressée par le Conseil des arts à Statistique Canada.
- ix. Les données sur la langue maternelle sont fondées sur la définition de la première langue officielle parlée (PLOP). Elles comprennent les données sur les personnes âgées de 15 ans et plus qui ont déclaré des revenus provenant d'une activité artistique en fonction de leur langue maternelle.
- x. L'Entente conclue entre la Fédération culturelle canadienne-française, le ministère du Patrimoine canadien, le Conseil des arts du Canada, l'Office national du film, Radio-Canada et Téléfilm Canada est en vigueur depuis 1998.
- xi. L'entente de partenariat Vivacité a été signée en 2007 et renouvelée en 2011 pour une période de trois ans par le Conseil des arts et des lettres du Québec, le Conseil des arts du Canada, la Conférence régionale des élus de Montréal, le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec, le Conseil des arts de Montréal et la Fondation du Grand Montréal.
- xii. Ratio d'endettement : Mesure du total du passif par rapport au total de l'actif. Un ratio inférieur à 1,0 témoigne d'une bonne santé financière. Une valeur élevée ou en croissance peut être indicatrice de problèmes de solvabilité éventuels.

Aperçu financier

Points saillants

L'excédent du Conseil des arts du Canada (le Conseil) pour l'exercice financier ayant pris fin le 31 mars 2013 représente 6,0 millions de dollars en comparaison d'un déficit de 6,3 millions pour l'exercice 2011-2012 et du budget initial équilibré pour 2012-2013. L'excédent actuel de 6,0 millions de dollars est principalement attribuable à une variation positive de 3,0 millions de dollars en revenus nets de placements de même qu'à une réduction de 2,8 millions de dollars des dépenses liées à l'administration des programmes, aux services, à la Commission canadienne pour l'UNESCO et à l'administration générale.

Les dépenses réelles des programmes de subventions, soit 15,4 millions de dollars pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2013, correspondent au budget approuvé. Le Conseil continue de réviser ses programmes, leurs modes de prestation et ses activités de soutien afin de s'assurer qu'ils demeurent pertinents pour les Canadiens. Toutes les futures économies réalisées seront réinvesties dans le secteur des arts.

L'exercice 2012-2013 représentait la seconde année de la mise en œuvre du *Plan stratégique 2011-2016*. Le Conseil a poursuivi ses activités liées aux orientations stratégiques adoptées dans le cadre de ce plan. Au cours de l'exercice, les dépenses nettes autres que les subventions sont demeurées assujetties aux exigences gouvernementales en matière de réduction budgétaire et ne pouvaient pas dépasser celles de l'exercice 2010-2011. Ces dépenses nettes ont été de 35,7 millions de dollars en 2012-2013 en comparaison de 38,4 millions de dollars pour l'exercice 2010-2011. En dollars constants, cette diminution représente 3,3 millions de dollars.

Le Conseil a reçu un crédit parlementaire annuel qui était, pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2013, de 181,2 millions de dollars (181,0 millions de dollars en 2011-2012).

En 2012-2013, les fonds de dotation et les fonds spéciaux du Conseil, d'une part, et le fonds Killam, d'autre part, ont produit respectivement des rendements positifs annuels de 10,1 % (2,1 % en 2011-2012) et de 10,3 % (1,7 % en 2011-2012) respectivement. En comparaison de l'exercice précédent, le portefeuille a affiché une croissance de 14,6 millions de dollars avec une juste valeur de 285,1 millions de dollars au 31 mars 2013. Les résultats annuels sont encourageants, mais les conditions actuelles du marché demeurent instables. Le Conseil continue à suivre étroitement le rendement et les risques liés à son portefeuille. En réalité, pour produire un rendement réel à long terme et pour maintenir son pouvoir d'achat, le Conseil a révisé à la baisse sa politique de dépenses pour le Fonds Killam, faisant passer son taux de 4 % à 3,75 % pour 2013-2014.

En date du 1^{er} avril 2010, dans le cadre de sa transition vers les normes du *Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP)*, le Conseil a présenté l'inventaire de la Banque d'œuvres d'art à une valeur nominale de 1 000 \$ dans l'état de la situation financière (inscrites au départ aux coûts historique de 19,2 millions de dollars). Au cours de l'exercice, le Conseil a déterminé que ces immobilisations corporelles auraient dû être inscrites en conformité avec le *chapitre SP 3150 du Manuel de l'ICCA - Immobilisations corporelles*. D'après cette norme, les immobilisations corporelles pour location à autrui et qui ne sont pas conservées à perpétuité doivent être inscrites au coût. En conséquence, les états financiers de l'exercice précédent ont été redressés et l'inventaire de la Banque d'œuvres d'art est capitalisé au coût de 19,4 millions de dollars dans l'état de la situation financière au 31 mars 2013.

Au cours de l'exercice, le Conseil a poursuivi la planification de son déménagement au nouvel immeuble certifié LEED Or, situé au 150, rue L'Infini, à Ottawa. L'occupation en est prévue pour le 1^{er} janvier 2014. L'utilisation de nouvelles technologies et de techniques modernes de construction, l'aménagement conjoint en collaboration avec le propriétaire et une empreinte écologique réduite ont pour effet net une telle économie de coûts qu'il faudra cinq ans avant que les coûts des futurs locaux atteignent les coûts actuels. Le Conseil a également entrepris d'importantes modifications à ses systèmes d'information. Lorsqu'ils seront mis en œuvre au cours des deux prochaines années, ces changements et d'autres changements apportés à ses programmes transformeront le mode de fonctionnement du Conseil. Nous prévoyons que tout en permettant de réduire les coûts administratifs, ces changements accroîtront l'efficacité et l'efficience des processus actuels.

En 2012-2013, le Conseil a mis à jour son profil d'évaluation des risques. L'énoncé reconfirme la faible appétence du Conseil aux risques susceptibles d'avoir une incidence négative sur la rigueur et la transparence de ses processus d'octroi de subventions, ces deux conditions étant essentielles à la légitimité du mandat du Conseil. De même, le Conseil continuera à suivre et à atténuer les risques financiers, particulièrement en ce qui a trait à l'incertitude des revenus, compte tenu de l'importance capitale de la capacité du Conseil à financer et à soutenir la communauté artistique. Le Conseil reconnaît que le risque associé à la mise en œuvre de nombreux changements internes simultanés pourrait se répercuter de manière négative sur la productivité des employés s'il n'est pas bien contrôlé. Malgré cela, le Conseil a réitéré son appétence élevée au risque artistique, notamment le soutien aux aspirations artistiques, à la créativité et à l'innovation.

Sommaire de la situation financière au 31 mars

(en millions de dollars)	2013	Redressé 2012
Total des actifs financiers	288 831 \$	272 855 \$
Total des passifs	63 941	62 771
Actifs financiers nets	224 890	210 084
Actifs non financiers	22 002	21 777
Excédent accumulé	246 892 \$	231 861 \$

État sommaire des résultats pour les exercices terminés le 31 mars

(en millions de dollars)	Budget 2013	Réels 2013	Redressé Réels 2012
Total des revenus	191 876 \$	195 083 \$	188 105 \$
Total des charges	191 861	189 092	194 399
Excédent (déficit) annuel des activités	15 \$	5 991 \$	(6 294) \$

SITUATION FINANCIÈRE

Actifs financiers

Au 31 mars 2013, le total des actifs financiers s'établissait à 288,8 millions de dollars, soit une hausse de 15,9 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Les actifs financiers incluent l'actif qui, dans le cours normal des activités, devrait être converti en espèces ou passé en charge au cours de l'exercice suivant, ainsi que les placements de portefeuille dans des instruments financiers. Le passif du Conseil au titre de la dette bancaire au 31 mars 2013 était de 1,3 million de dollars comparativement à 1,6 million au 31 mars 2012.

Au 31 mars 2013, la juste valeur marchande des placements du Conseil s'établissait à 285,1 millions de dollars, soit une hausse de 14,6 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent.

Le Conseil investit dans des parts de fonds communs qui sont administrés par des gestionnaires de portefeuilles professionnels. Les placements sont orientés en vertu d'un *Énoncé des politiques de placements et des objectifs de rendement*, qui est approuvé par le conseil d'administration. Les objectifs du portefeuille consistent à générer des rendements réels à long terme, afin d'augmenter le crédit parlementaire et de financer les bourses et prix offerts, grâce au fonds Killam et aux fonds spéciaux, tout en maintenant le pouvoir d'achat du capital de dotation. Le fonds Killam et les fonds spéciaux représentent les apports de non propriétaires qui ont été reçus sous forme de dons et de legs, et qui ont été grevés d'affectations par les donateurs. Le fonds Killam doit être conservé dans un portefeuille de placement distinct qui est consolidé aux fins de la reddition de compte. Les autres fonds spéciaux sont compris dans le portefeuille de placement du Conseil, et une part proportionnelle pour chaque contribution est calculée selon la juste valeur du portefeuille de placement, au moment où chaque contribution est reçue.

Pour la gestion et le suivi de son portefeuille, le Conseil est conseillé par un comité de placements formé d'experts indépendants possédant une expérience du domaine des placements et des catégories d'actifs dans lesquelles les placements sont effectués. Des membres du conseil d'administration du Conseil

siègent également au comité. En outre, le Conseil a recours aux services d'un conseiller en placements indépendant ayant pour fonction d'épauler le comité de placements dans ses activités.

Chaque année, le comité de placements examine la politique de placement du Conseil et, lorsqu'il le juge nécessaire et approprié, il recommande des rajustements à la composition de l'actif et à la diversification de la structure de gestion du portefeuille. Au cours de chacune des réunions tenues au cours de l'année, le comité de placements a évalué l'incidence de la mise en œuvre de la politique sur le portefeuille grâce à des mises à jour effectuées régulièrement par les gestionnaires de placements et à une évaluation du rendement du portefeuille. Le tableau ci-dessous présente la composition comparative de la composition réelle de l'actif, ainsi que les objectifs en matière de composition de l'actif pour le portefeuille.

Placements	Composition de l'actif 2012-2013		Composition de l'actif 2011-2012	
	Réelle	Cible	Réelle	Cible
Actions - titres canadiens	10 %	10 %	10 %	10 %
Actions - titres internationaux	39 %	35 %	36 %	35 %
Obligations Alternatifs	32 %	35 %	34 %	35 %
Marché monétaire	6 %	10 %	10 %	10 %
Immobilier	6 %	0 %	3 %	0 %
Infrastructure	4 %	5 %	4 %	5 %
	3 %	5 %	3 %	5 %

Le comité de placements et la haute direction suivent de très près le niveau de risque au sein du portefeuille. Pour les quatre exercices ayant pris fin le 31 mars 2013, le rendement total du fonds a été de 8,0 % en comparaison d'un taux de référence de 10,6 % pour un portefeuille de composition semblable. Pour la même période, le risque, tel qu'il a été mesuré par l'écart type des rendements trimestriels, était de 7,0 % pour le fonds, comparativement à 6,4 % pour l'indice de référence. Le comité de placements a entrepris un examen approfondi de ses stratégies d'allocation d'actifs et des niveaux souhaités de risque, et des recommandations seront faites aux membres du conseil d'administration en 2013-2014, en vue de la mise en œuvre qui se déroulera cette même année.

Au cours de l'exercice, le Conseil a réalisé des gains nets de 1,5 million de dollars sur disposition dans les placements de portefeuille avec des revenus d'intérêts et de dividendes de 12,7 millions de dollars. Les résultats de l'exercice courant se comparent de manière favorable aux pertes nettes en capital de 8,2 millions de dollars et au revenu d'intérêts et de dividendes de 15,7 millions de dollars. Les rendements actuels des placements encouragent le Conseil, mais les conditions du marché demeurent néanmoins instables. Résultat important, le Conseil a corrigé sa politique de dépenses pour le fonds Killam, afin de réduire les dépenses à 3,75 % de la moyenne de la valeur marchande du fonds pour les trois derniers exercices, en vigueur pour 2013-2014, et à 3,5 % à partir de 2014-2015 (par rapport à 4,0 % en 2012-2013).

Passif

Au 31 mars 2013, le total du passif s'établissait à 63,9 millions de dollars, soit une diminution de 1,1 million de dollars par rapport à l'exercice précédent. Les deux éléments les plus importants du passif sont les subventions à payer et les revenus reportés des contributions grevées d'affectations d'origine externe, ce qui représente respectivement 27,0 millions de dollars (42 %) et 27,7 millions de dollars (43 %) du passif total. Les revenus reportés de contributions grevées d'affectations d'origine externe consistent en des revenus accumulés reçus qui ont été reportés jusqu'à ce que les ressources aient été utilisées aux fins précisées par les dotations correspondantes. Le principal des dotations grevées d'affectations d'origine externe, soit 37,6 millions de dollars, doit rester intact et est comptabilisé au titre de l'excédent accumulé.

Le passif inclut également les avantages sociaux futurs des employés, ce qui correspond aux indemnités de départ des employés du Conseil et aux avantages postérieurs au départ à la retraite, qui couvrent les employés et les retraités. Le Conseil versait des indemnités de départ à ses employés en fonction de leur nombre d'années de service et de leur salaire final. Conformément à la nouvelle convention collective signée en février 2012, au cours de l'exercice 2012-2013, ces avantages ont cessé d'être cumulés et les employés ont choisi entre différentes options pour ce qui est du moment et de la nature

de l'indemnité de départ versée par le Conseil. Les obligations au titre des prestations pour indemnité de départ représentent 1,0 million de dollars en fin d'exercice par rapport à 2,8 millions de dollars au 31 mars 2012. Le Conseil a aussi des régimes de prestations postérieures à l'emploi qui fournissent des prestations complémentaires d'assurance-maladie et des prestations de soins dentaires aux employés retraités. En 2012-2013, le Conseil a obtenu sa première évaluation actuarielle résultant en pertes actuarielles de 1,8 million de dollars à amortir au cours de la période de service résiduelle moyenne des groupes d'employés (14 ans). Le solde des obligations cumulées au titre des prestations postérieures à l'emploi représente 1,5 million de dollars (1,4 million au 31 mars 2012).

Actifs non financiers

Les immobilisations corporelles comprennent le matériel de bureau et les améliorations locatives qui ont augmenté de 0,1 million de dollars au cours de l'exercice. Au cours des prochaines années, la valeur de cette catégorie d'actifs augmentera à mesure que le Conseil investira dans l'aménagement de ses nouveaux locaux et dans le matériel, l'infrastructure et les systèmes technologiques.

La Banque d'œuvres d'art du Conseil est la plus vaste collection d'art contemporain au Canada, qui compte plus de 17 500 œuvres. Son inventaire est loué à des sociétés des secteurs public et privé. La Banque d'œuvres d'art réaffecte tout excédent accumulé de l'exploitation de ses activités à l'acquisition de nouvelles œuvres pour son inventaire.

En date du 1^{er} avril 2010, dans le cadre de sa transition vers les normes du C.C.S.P., le Conseil a présenté l'inventaire de la Banque d'œuvres d'art à une valeur nominale de 1 000 \$ dans l'état de la situation financière (inscrites au départ au coût historique de 19,2 millions de dollars). Au cours de l'exercice, le Conseil a déterminé que ces immobilisations corporelles auraient dû être inscrites en conformité avec le chapitre SP 3150 du Manuel de l'ICCA - Immobilisations corporelles. D'après cette norme, les immobilisations corporelles pour location à autrui et qui ne sont pas conservées à perpétuité doivent être inscrites au coût. En conséquence, les états financiers de l'exercice précédent ont été redressés et l'inventaire de la Banque d'œuvres d'art est capitalisé au coût de 19,4 millions de dollars dans l'état de la situation financière au 31 mars 2013.

La Banque d'instruments de musique du Conseil, pour sa part, détient ou gère 19 instruments à cordes et un archet de violoncelle de qualité et d'une grande valeur historique qui sont prêtés à de jeunes musiciens talentueux pendant des périodes de trois ans. Les instruments de musique figurent dans l'état de la situation financière du Conseil à la valeur nominale de 1 000 \$ étant donné qu'une estimation raisonnable des avantages futurs associés à ces actifs ne peut être faite.

Au 31 mars 2013, la valeur évaluée de l'inventaire de la Banque d'œuvres d'art du Conseil était d'environ 71 millions de dollars et la valeur d'expertise et assurée de ses instruments de musique était de 36,5 millions de dollars.

Excédent accumulé

Au 31 mars, l'excédent accumulé se composait des éléments suivants :

	2013	2012
Excédent accumulé		
Dotation - contribution initiale	50 000 \$	50 000 \$
Principal de dotation - contributions grevées d'affectation d'origine externe	37 569	37 569
Réserve - excès de revenus de placements	123 445	118 445
Excédent	26 983	25 992
Total de l'excédent accumulé des activités	237 997	232 006
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	8 895	(145)
Solde de l'excédent accumulé	246 892 \$	231 861 \$

La dotation de 50 millions de dollars, soit la contribution initiale, représente le montant résiduel du transfert gouvernemental de dotations ayant permis la constitution du Conseil, en 1957. Le principal des dotations grevées d'affectations d'origine externe de 37,6 millions de dollars représente la valeur initiale des autres fonds de dotation qu'a reçus le Conseil (presque entièrement de particuliers) au fil des ans. En inscrivant ces valeurs dans l'excédent accumulé, les dotations, bien que détenues séparément, sont en fait traitées comme s'il s'agissait de revenus.

Selon la politique du Conseil, lorsque les revenus de placements d'un exercice dépassent les revenus de placements nets prévus au budget, un montant peut être transféré de l'excédent à la réserve - excès de revenus de placements. Un montant de 5,0 millions de dollars a été affecté à la réserve - excès de revenus de placements durant l'exercice. La réserve totale de 123,4 millions de dollars au 31 mars 2013 représente la somme de l'excédent des revenus de placements, par rapport au principal de dotation initial depuis la fondation du Conseil.

ÉTAT DES RÉSULTATS

État sommaire des résultats pour les exercices terminés le 31 mars

	Budget 2013	Réels 2013	Redressés Réels 2012
Crédit parlementaire	181 261 \$	181 180 \$	180 958 \$
Revenus nets de placement	9 290	12 296	5 340
Autres revenus	1 325	1 607	1 807
Total des revenus	191 876	195 083	188 105
Programmes	173 740	171 845	176 165
Commission canadienne pour l'UNESCO	2 329	1 866	2,003
Administration générale	15 792	15 381	16,231
Total des charges	191 861	189 092	194 399
Excédent (déficit) annuel des activités	15 \$	5 991 \$	(6 294) \$

Les résultats financiers nets du Conseil pour l'exercice affichent un excédent de 6,0 millions de dollars par rapport à un budget équilibré prévoyant un excédent de 15 000 dollars et une perte de 6,3 millions de dollars pour 2011-2012. L'excédent actuel de 6,0 millions de dollars est principalement attribuable à un écart positif de 3,0 millions de dollars en revenus nets de placements, à une hausse d'autres revenus de 0,3 million de dollars de même qu'à une réduction de 2,8 millions de dollars des dépenses liées à l'administration des programmes, aux services, à la Commission canadienne pour l'UNESCO et à l'administration générale.

Crédit parlementaire

Le Conseil reçoit son financement principal par voie de crédits parlementaires votés par le Parlement. Le Conseil inscrit les crédits parlementaires reçus pour la période à titre de revenus dans l'état des résultats. Le Conseil présente une analyse mensuelle des flux de trésorerie au ministère du Patrimoine canadien pour justifier ses prélèvements mensuels pour ses besoins de liquidités. Le prélèvement mensuel est investi dans un fonds commun à court terme géré par un gestionnaire de placements professionnel. Le Conseil prélève de ce fonds ses besoins quotidiens de liquidités.

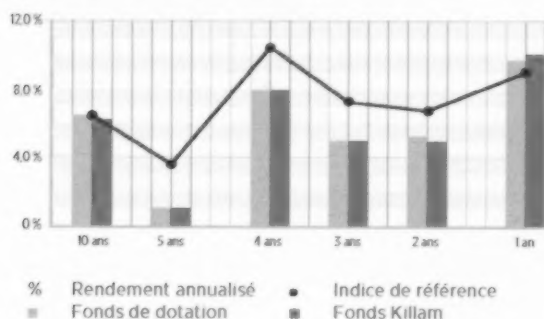
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013, le Conseil a reçu des crédits de 181,2 millions de dollars, soit 0,2 million de dollars de plus qu'en 2011-2012. Cette légère hausse est principalement attribuable à l'utilisation d'un financement accru du Programme national de traduction administré par le Conseil pour le ministère du Patrimoine canadien en vertu d'un protocole d'entente.

Revenus de placements

Les marchés financiers dans lesquels le Conseil investit sont diversifiés et, en 2012-2013, les fonds de dotation et les fonds spéciaux, d'une part, ainsi que le fonds Killam, d'autre part, ont produit des rendements positifs annuels de 10,1 % (2,1 % en 2011-2012) et de 10,3 % (1,7 % en 2011-2012) respectivement. Le rendement annuel du capital investi est de 1,4 % au-dessus de l'indice de référence de 8,7 %. Ces résultats sont encourageants et indiquent que nous nous orientons vers la bonne direction pour réaliser l'objectif de placement à long terme. Même si la crise financière mondiale semble maîtrisée, les risques demeurent et l'instabilité est toujours présente.

Le graphique suivant illustre le rendement annualisé du portefeuille pour différentes périodes des fonds de dotation et des fonds spéciaux, ainsi que du fonds Killam en regard de l'indice de référence. Il indique l'incidence du ralentissement économique de 2008 et de la reprise subséquente.

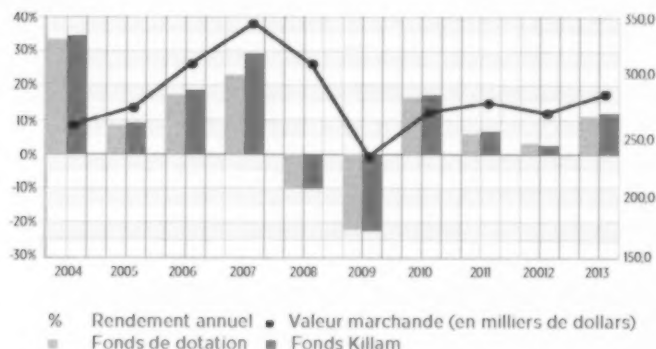
Rendement annualisé du portefeuille (périodes se terminant au 31 mars)



Selon la politique de placement du Conseil, des sommes en espèces peuvent être retirées du portefeuille à raison de 4,0 % de la valeur marchande moyenne du portefeuille pour les trois exercices précédents. Au cours de l'exercice, le conseil d'administration du Conseil a approuvé la réduction de ce taux pour le fonds Killam de 4,0 % à 3,75 % dans sa politique de dépenses, applicable en 2013-2014 (3,5 % s'appliquant en 2014-2015). Cette approche reconnaît le besoin d'équilibrer le rendement avec la préservation du capital à long terme et le fait que le programme Killam est entièrement financé par les revenus de placement générés par son fonds.

Le graphique suivant représente le rendement annuel du portefeuille du Conseil depuis 2004 ainsi que son influence sur la valeur marchande en fin d'exercice. Le graphique montre également les fluctuations du rendement des marchés de fonds d'investissement d'une année à l'autre. Lorsque les revenus de placement dépassent ceux prévus au budget, le Conseil réinvestit l'excédent afin d'assurer la croissance du fonds. Ce réinvestissement est aussi destiné à rapprocher la valeur du portefeuille et la valeur actualisée de la dotation initiale effectuée en 1957. Cette approche proactive favorise la stabilité et le rendement du Conseil à long terme.

Rendement annuel du portefeuille (périodes se terminant au 31 mars)



Autres revenus

La perte nette de la Banque d'œuvres d'art représente 0,1 million de dollars pour l'exercice courant en comparaison d'une perte de 0,2 million de dollars l'an dernier. La perte reflète la baisse des activités de location de son inventaire par le gouvernement fédéral. La Banque d'œuvres d'art recherche activement de nouvelles sources de revenus de location dans le secteur privé, tout en continuant de veiller à ce que ses activités restent alignées avec le mandat du Conseil. Le fait que la Banque d'œuvres d'art n'a pas été rémunérée pour les services fournis au Conseil, a contribué à cette perte de revenus.

Les autres revenus comprennent les montants correspondant aux subventions annulées accordées au cours des exercices précédents, les revenus de location des salles de réunion, les dons, les remboursements de taxes, les frais d'hébergement et autres.

Dépenses de programmes

Les dépenses de programmes pour les exercices prenant fin le 31 mars incluent les trois éléments suivants :

(en milliers de dollars)	Budget 2013	Réels 2013	Révisés 2012
Subventions	155 571 \$	155 397 \$	157 304 \$
Administration	13 676	13 144	12 967
Services	6 693	5 304	5 894
	173 740 \$	171 845 \$	176 165 \$

En 2012-2013, les dépenses de programmes ont représenté 91 % des dépenses totales du Conseil, qui se sont élevées à 189,1 millions de dollars. Ce pourcentage correspond aux résultats de 2011-2012. Les dépenses de programmes ont été inférieures de 4,4 millions de dollars à celles de l'exercice précédent et inférieures de 1,9 million de dollars au montant budgété. Les subventions aux artistes et aux organismes artistiques ont représenté environ 89 % des dépenses de programmes totales; elles ont diminué de 3,9 millions de dollars pour l'exercice en comparaison de l'exercice précédent. Cette diminution est surtout attribuable à l'utilisation intentionnelle de fonds provenant des excédents du Conseil pour exécuter les programmes d'acquisition collective d'équipement par les organismes d'arts médiatiques de 2,2 millions de dollars en 2011-2012, de la contribution spéciale de 1,0 million de dollars de l'initiative de développement créatif de l'Alberta qui a pris fin en 2011-2012 et, finalement, la réduction de 1,2 million de dollars en subvention, en raison de la révision de la politique liée aux dépenses d'investissement en 2012-2013. Les services comprennent d'autres types de soutien offerts à la communauté artistique, à savoir des dépenses relatives aux partenariats, aux comités consultatifs, à la recherche, aux ateliers, à la prestation de programmes et à leur évaluation. Ces coûts ont été inférieurs de 0,6 million de dollars par rapport à ceux de l'exercice précédent et inférieurs de 1,4 million de dollars par rapport aux montants budgétés dans les deux cas, à la suite de la mise en œuvre de mesures de réduction des coûts d'évaluation par les pairs et d'une meilleure utilisation de fonds pour l'établissement de partenariats. Les frais d'administration des programmes représentent les coûts directs de la prestation des programmes du Conseil. Ces frais, notamment les salaires, avantages sociaux, frais de déplacement et services professionnels ont diminué de 0,6 million de dollars par rapport au budget, ce qui confirme que les efforts du Conseil en vue d'appliquer des compressions budgétaires et de réaliser des économies relativement à ces coûts ont porté fruits. Le Conseil poursuivra la révision de ses programmes et processus au cours des deux prochains exercices financiers.

La Commission canadienne pour l'UNESCO

La Commission canadienne pour l'UNESCO (CCU) exerce ses activités sous l'égide du Conseil. La Commission canadienne pour l'UNESCO a affiché des dépenses nettes de 1,9 million de dollars en 2012-2013, soit une diminution de 0,4 million de dollars par rapport au budget. La CCU coordonne les activités relatives à la prestation des programmes de l'UNESCO au Canada et favorise la participation canadienne à des projets menés à l'étranger, notamment aux programmes d'aide et de conseils spécialisés offerts par des organismes gouvernementaux et non gouvernementaux. Elle conseille également le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international pour l'établissement des futurs programmes et budgets. La CCU entreprend également des activités au Canada en vue de promouvoir et de faire connaître les objectifs des programmes de l'UNESCO.

Administration générale

Les charges liées à l'administration générale comprennent les coûts du Secrétariat du Conseil, les communications et les services généraux (notamment les finances, les ressources humaines, la gestion de l'information et les services administratifs). Elles incluent salaires, avantages sociaux, déplacements, frais professionnels, amortissement, locaux et autres. Ces coûts se sont élevés à 0,8 million de dollars de moins que ceux de l'exercice 2011-2012, et à 0,4 million de dollars de moins que le montant budgété. Le Conseil continuera d'appliquer des compressions budgétaires et cherchera à réaliser des économies relativement aux frais administratifs généraux au cours des prochains exercices financiers.

GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION

Des gains de réévaluation accumulés des placements de portefeuille et des instruments financiers dérivés au 31 mars 2013 représentent 8,9 millions de dollars. Il s'agit des gains accumulés non réalisés après reclassement à l'état des résultats, reconnaissant les variations de la juste valeur des placements de portefeuille non grevés d'affectations d'origine externe.

FLUX DE TRÉSORERIE

Activités de fonctionnement

Les rentrées nettes provenant d'activités de fonctionnement étaient de 2,4 millions de dollars, ce qui concorde avec celles de l'exercice précédent qui a affiché des activités de fonctionnement de 2,1 millions de dollars.

Activités d'investissement en immobilisations

Les liquidités utilisées pour acquérir des immobilisations corporelles s'élevaient à 1,4 million de dollars en comparaison de 0,8 million de dollars pour l'exercice précédent. Une telle utilisation devrait augmenter considérablement au cours des prochains exercices, alors que le Conseil aménagera ses nouveaux locaux et investira dans de nouveaux systèmes.

Activités de placement

Les liquidités nettes utilisées pour les activités de placement s'élevaient à 0,6 million de dollars, ce qui concorde avec celles de l'exercice précédent. Cependant, la valeur des opérations sous-jacentes effectuées au cours du rééquilibrage du portefeuille du Conseil a augmenté davantage au cours de l'exercice 2011-2012 que celui de 2012-2013.

GESTION DU RISQUE

Une gestion efficace du risque est essentielle pour permettre au Conseil d'exécuter son mandat. Le Conseil s'est doté d'une solide culture de gestion du risque dans laquelle la gestion du risque est une responsabilité que se partagent tous ses employés. Les principaux objectifs de la gestion du risque d'entreprise consistent à s'assurer que les résultats des activités à risques sont conformes aux plans, aux stratégies et à l'appétence aux risques du Conseil.

Le cadre de gestion du risque du Conseil consiste en quatre éléments clés :

- gouvernance du risque;
- appétence aux risques;
- profil des risques, évaluation et atténuation;
- atténuation des risques financiers.

Gouvernance du risque

La gouvernance de la gestion du risque du Conseil repose principalement sur la supervision de son conseil d'administration, directement ou par l'intermédiaire de ses comités, afin de s'assurer que la prise de décisions est conforme aux stratégies et à l'appétence. Le conseil d'administration reçoit des mises à jour périodiques sur les principaux risques du Conseil, y compris à l'égard de son profil de risque et de l'atténuation connexe, du rendement financier et du rendement du portefeuille de placements. Les cadres de direction du Conseil sont responsables de la gestion du risque sous la supervision directe du conseil d'administration.

En 2012-2013, le Conseil a mis à jour son profil de risque en tenant compte des changements dans son environnement de risque. Le Conseil a ainsi procédé à une réévaluation des risques et à des mises à jour touchant les risques potentiels importants de même que les stratégies d'atténuation. L'univers de risque pour 2012-2013 est illustré ci-dessous :

Risques d'entreprise

Stratégique	Prestation de programmes	Activités habilitantes	Conformité
Risques liés à la gestion stratégique du Conseil et des relations avec ses actionnaires et partenaires	Risques liés aux processus de base de subvention du Conseil	Risques liés au soutien et aux processus opérationnels du Conseil	Risques liés aux exigences externes / internes
<ul style="list-style-type: none"> • Incertitude des revenus • Surcharge de changement • Exécution des stratégies • Démonstration de résultats • Communications avec les partenaires • Reprise des activités après un sinistre • Gouvernance • Clarté des pouvoirs / processus décisionnels • Réaction aux événements potentiellement néfastes 	<ul style="list-style-type: none"> • Controverse à l'égard du financement • Lacunes / dédoublement non stratégique de financement • Suite de programmes / niveaux de financement • Processus d'évaluation par les pairs • Rigueur et transparence du processus de subvention • Soutien au Services aux arts • Soutien à la recherche • Mise en œuvre de partenariats 	<ul style="list-style-type: none"> • Technologie de l'information • Violation de la confidentialité des données / sécurité • Capacité / compétence / planification de la relève • Gestion budgétaire • Gestion des connaissances et des documents • Soutien aux communications 	<ul style="list-style-type: none"> • Conformité aux exigences / obligations externes • Conformité aux politiques et procédures financières internes • Conformité aux politiques et procédures internes de RH • Conformité aux politiques et procédures internes de subvention

Appétence aux risques

L'énoncé d'appétence aux risques du Conseil qui a été approuvé par le conseil d'administration est le suivant :

« Le Conseil des arts du Canada utilise, pour gérer son organisation, une approche prudente en matière de prise de risques. Cette prudence se traduit par la prise de risques contribuant à renforcer la capacité de l'organisation à remplir son mandat et dont les conséquences sont bien comprises et adéquatement atténuées.

Le Conseil a une faible appétence aux risques susceptibles d'avoir une incidence négative sur la rigueur et la transparence de ses processus d'octroi de subventions, ces deux conditions étant essentielles à la légitimité du mandat du Conseil. De la même façon, le Conseil a une faible appétence aux risques financiers qui pourraient nuire à la rentabilité et au rendement de ses placements, compte tenu de l'importance capitale d'une gestion adéquate des ressources financières pour maintenir notre capacité à financer et à soutenir la communauté artistique.

En ce qui a trait aux programmes de financement et au soutien offerts à la communauté artistique, le Conseil a une faible appétence aux risques qui pourraient compromettre sa capacité à offrir des programmes de subventions souples et à s'adapter aux changements du milieu artistique et aux conditions économiques. Néanmoins, le degré d'appétence au risque artistique du Conseil est élevé. Nous maintenons une appétence élevée aux risques liés au soutien des aspirations artistiques, de la créativité et de l'innovation, car ils sont essentiels au développement et à l'évolution d'un milieu artistique d'une grande vitalité et d'une grande diversité qui enrichit la vie de tous les Canadiens. Dans ce contexte, nous avons une appétence modérée aux risques qui pourraient compromettre notre capacité à bâtir et à maintenir notre réputation auprès des principaux intéressés.

Afin de permettre au Conseil de continuer à améliorer sa performance opérationnelle, nous sommes prêts à courir des risques modérés en ce qui a trait aux possibilités d'amélioration de la structure interne, des processus de dotation et des services ainsi qu'à la mise en œuvre de la stratégie. Toutefois, tous les risques que nous prendrons à cet égard seront gérés en respectant nos valeurs fondamentales, notre culture organisationnelle et notre engagement envers le personnel.

Ultimement, nous gérerons l'organisme de façon à pouvoir accomplir notre mandat, mettre en œuvre nos orientations stratégiques et obtenir des résultats. Nous ferons preuve de prudence avant de courir des risques qui pourraient nous en empêcher.

Le Conseil promet de remplir son mandat et de rester l'organisme hautement performant qu'il est déjà grâce à la gouvernance efficace exercée par son conseil d'administration. Pour finir, le Conseil a une faible appétence aux risques qui pourraient nuire à sa capacité de se gouverner lui-même ».

Profil de risque

Dans le contexte clé de l'appétence aux risques du Conseil, les risques suivants, identifiés et évalués au cours du processus d'évaluation des risques pour 2012-2013, sont considérés comme dépassant l'appétence aux risques du Conseil. Par conséquent, à leur égard, on entreprendra des mesures d'atténuation focalisées et mises à jour sous la supervision de membres désignés des cadres de direction, afin de réduire l'exposition aux risques :

1. soutien des technologies de l'information inadéquat;
2. capacités des ressources humaines inadéquates;
3. incapacité de démontrer des résultats;
4. incertitude des revenus;
5. surcharge de changement.

Risques financiers

En raison de ses activités, le Conseil est exposé à une variété de risques financiers. Ces risques comprennent le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. Le risque de crédit désigne le risque qu'une contrepartie manque à ses obligations contractuelles, ce qui entraînerait des pertes financières pour le Conseil. La majorité des créances du Conseil sont exigibles par le gouvernement du Canada et, à ce titre, comportent un faible risque de crédit. Le risque de liquidité est le risque que le Conseil ne soit pas en mesure d'honorer ses obligations financières, lorsque celles-ci viennent à échéance. Le Conseil reçoit actuellement la plupart de ses revenus par voie de crédits parlementaires encaissés chaque mois. Ces revenus sont investis dans le fonds commun à court terme jusqu'à ce que l'on en ait besoin. Les activités du Conseil sont principalement exposées au risque de prix, au risque de taux d'intérêt et au risque de change. Les gestionnaires de placements ont comme directives de gérer au quotidien les risques de marché du Conseil conformément aux politiques du Conseil. La position globale des placements sur les marchés est contrôlée trimestriellement par le conseil d'administration et le comité de placements.

Gouvernance

Gouvernance

Mandat du conseil d'administration

Le Conseil des arts est régi par un conseil d'administration composé d'un président, d'un vice-président et de neuf autres membres de différentes régions du Canada. Chaque membre est nommé par le gouverneur en conseil pour une période déterminée. Le conseil d'administration, qui se réunit au moins trois fois par année, est responsable des politiques, des programmes et des budgets du Conseil, et des décisions relatives aux subventions.

Le conseil d'administration dirige le Conseil des arts et en supervise la gouvernance. Il oriente les activités du Conseil, dirige les cadres supérieurs et s'assure que tous les grands dossiers du Conseil font l'objet d'un examen approprié. Le conseil d'administration rend compte de ses activités au Parlement par l'entremise du ministre de Patrimoine canadien.

Les responsabilités générales du conseil d'administration sont décrites dans les *Règlements administratifs* et la *Politique de gouvernance du Conseil*.

Faits saillants : En 2012-2013, le conseil d'administration a

tenu quatre réunions à Ottawa et deux téléconférences

tenu son assemblée publique annuelle à Ottawa

supervisé la mise en œuvre du plan d'entreprise *Resserrer les liens 2011-2016*, dont une séance de réflexion stratégique d'une journée sur l'engagement du public envers les arts

recommandé la remise de Médailles du jubilé de diamant de la reine Elizabeth II à 47 Canadiens pour leurs contributions soutenues aux arts au Canada

approuvé les nominations au comité des placements du Conseil, dont celle de George Mavroudis à la présidence du comité (à compter de juin 2013)

révisé régulièrement l'énoncé des besoins du conseil d'administration en vue de combler les postes vacants actuels et les prochains, et en vue d'entamer des discussions sur la planification de la relève au poste de directeur et chef de la direction

supervisé les travaux et plans actuels liés au déménagement dans les nouveaux bureaux et à la modernisation des systèmes du Conseil

approuvé les modifications importantes apportées aux programmes et les subventions de plus de 100 000 \$

Autonomie du conseil d'administration

Tous les membres du conseil d'administration sont des administrateurs indépendants. Bien que le directeur et chef de la direction et les cadres supérieurs de l'organisme assistent aux réunions du conseil d'administration afin de fournir de l'information et de rendre compte des activités de l'organisme, seuls les membres du conseil d'administration peuvent voter et prendre des décisions. Les comités du conseil d'administration se composent de membres du Conseil et incluent parfois des experts externes sélectionnés selon leurs connaissances et leur champ d'expertise.

Culture d'éthique professionnelle

À titre de titulaires de charge publique, les membres du conseil d'administration sont tenus de se conformer à la *Loi sur les conflits d'intérêts et aux Lignes directrices en matière d'éthique à l'intention des titulaires de charge publique* du gouvernement fédéral ainsi qu'au *Code de déontologie des membres du conseil d'administration du Conseil des arts*. Le conseil d'administration doit produire un rapport annuel sur les conflits d'intérêts et les déclarer au fur et à mesure qu'ils se produisent.

Responsabilité sociale de l'organisme

Le Conseil des arts s'est engagé à réaliser son mandat d'une manière responsable sur les plans environnemental, social et éthique, conformément à ses valeurs et à ses principes.

Afin de respecter cet engagement, le Conseil continuera à :

- exercer ses activités avec honnêteté, intégrité et équité
- s'efforcer de réduire son empreinte écologique en introduisant la notion de durabilité dans ses plans, ses programmes, ses activités et ses projets
- offrir un climat organisationnel qui favorise et appuie le rendement et le perfectionnement du personnel

Le conseil d'administration supervise le respect de ces engagements. Il lui incombe également de s'assurer que l'ensemble des sujets traités intègre les aspects sociaux, environnementaux et éthiques.

Nominations et renouvellements de mandat au conseil d'administration

Le conseil d'administration conseille le gouvernement sur les critères de sélection appropriés pour les candidats à la présidence du conseil d'administration ainsi que sur les compétences essentielles des membres du conseil d'administration et celles pour le poste de directeur et chef de la direction. Un profil des compétences et des champs d'expertise ainsi que des propositions de candidats potentiels ont été présentés au ministre de Patrimoine canadien afin de pourvoir les postes vacants actuels et ceux à venir.

Howard Jang (Vancouver, Colombie-Britannique) a été nommé pour un mandat de quatre ans débutant le 2 avril 2012; Luc LaRochelle (Montréal, Québec) a été reconduit pour un deuxième mandat de quatre ans débutant le 21 juin 2012; Brenda Shehlin (Whitehorse, Yukon) a été nommée pour un mandat de quatre ans débutant le 22 novembre 2012. Au 31 mars 2013, un poste restait à pourvoir au conseil d'administration.

Orientation des membres du conseil d'administration et formation continue

Les nouveaux membres reçoivent une trousse d'information complète avant leur première réunion. Ils participent à une séance d'orientation des cadres supérieurs et, lors de leur première réunion au conseil d'administration, ils assistent aux réunions de tous les comités.

En 2012-2013, dans le cadre du programme de formation continue, les membres du conseil d'administration ont participé à des séances de perfectionnement professionnel, animées par des employés du Conseil et portant sur les thèmes suivants :

- tendances dans le domaine des arts (octobre 2012)
- relations avec les autres organismes de soutien aux arts (janvier 2013)
- bourses et prix (mars 2013)

Un membre du conseil d'administration a également assisté au Commonfund Forum, une importante conférence sur l'investissement à l'intention des administrateurs et responsables des placements d'investisseurs institutionnels du secteur à but non lucratif.

Évaluation de rendement

Chaque année, sous la direction du comité de gouvernance et de sélection, le conseil d'administration entreprend l'évaluation du rendement de tous ses membres et comités. Il s'emploie ensuite à mettre en œuvre les recommandations formulées à partir de l'évaluation du conseil d'administration.

Sous la direction du comité exécutif, le conseil d'administration évalue annuellement le rendement du directeur et chef de la direction, conformément au Programme de gestion du rendement des premiers dirigeants de sociétés d'État du Bureau du Conseil privé. Le conseil d'administration communique ensuite les résultats de l'évaluation du rendement du directeur et chef de la direction au ministre du Patrimoine canadien.

Communications

À titre de société d'État fédérale, le Conseil reconnaît l'importance de communiquer efficacement et en temps opportun avec les parlementaires, le gouvernement et les autres intervenants clés, comme la communauté artistique et le grand public. Il incombe au conseil d'administration de s'assurer que le Conseil des arts communique régulièrement et efficacement avec le ministre et les fonctionnaires du Patrimoine canadien.

Exigences en matière de rapports

Conformément à des lois et à des règlements particuliers et afin d'assurer une communication et une transparence constantes, le Conseil remet un certain nombre de rapports annuels à différents ministères.

Loi sur l'accès à l'information et Loi sur la protection des renseignements personnels (AIPRP)

Le rapport annuel 2011-2012 du Conseil sur l'AIPRP, qui contient des données statistiques sur l'application des lois par le Conseil, a été présenté à Patrimoine canadien et déposé au parlement le 5 octobre 2012.

Loi sur le multiculturalisme canadien

Le Bureau de l'équité du Conseil des arts est chargé de faire respecter les exigences de la *Loi sur le multiculturalisme canadien* et de produire un rapport annuel sur l'application de la loi. Le rapport a été soumis à Citoyenneté et Immigration Canada le 5 juin 2012.



Timothy Chooi a participé au concours 2012 de la Banque d'instruments de musique du Conseil des arts et remporté le prêt du violon Guarneri del Gesù de 1729, d'une valeur de 5 millions de dollars. Photo : Conseil des arts du Canada / Donna Santo Photo & Video

Loi sur les langues officielles

Le Conseil est responsable de la mise en œuvre des parties IV, V, VI et VII de la *Loi sur les langues officielles*. Le Conseil, par l'intermédiaire du coordonnateur national responsable de l'article 41, soumet au ministère du Patrimoine

canadien un plan d'action pluriannuel concernant l'article 41 de la partie VII de la loi. Le plan d'action a été présenté en janvier 2012 et restera en vigueur jusqu'en 2016.

L'article 41 traite des responsabilités, en vertu de la Loi, du gouvernement fédéral envers les communautés de langue officielle en situation minoritaire (les francophones hors Québec et les anglophones au Québec) et à la promotion de l'anglais et du français au sein de la société canadienne. Un rapport annuel a été soumis en juillet 2012 et est disponible sur le site web du Conseil.

Le Conseil présente aussi un rapport annuel détaillant ses activités relevant des parties IV, V et VI au Secrétariat du Conseil du Trésor. Le rapport a été remis le 24 mai 2012.



Le Festival Frye est un événement littéraire bilingue qui se tient annuellement à Moncton, au Nouveau-Brunswick. Le Frye était l'un des festivals partenaires des Prix littéraires du Gouverneur général (GG). Sur la photo, les panelistes de la table ronde parrainée par le Conseil : l'animateur Thomas Hodd et les auteurs gagnants de GG Perrine Leblanc, Marq de Villiers, Kim Thúy et Peter Behrens. Photo : Emmanuel Albert

Loi sur l'équité en matière d'emploi

En tant qu'organisme fédéral regroupant plus de 100 employés, le Conseil des arts remplit chaque année un rapport sur l'équité en matière d'emploi et le présente à Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC). Le rapport de 2011 a été soumis le 31 mai 2012.

Assemblée publique annuelle

Le 16 octobre 2012, le Conseil a tenu son assemblée publique annuelle à Ottawa. Il y a présenté ses récentes activités et ses plans d'avenir et recueilli les commentaires des participants. Le conférencier, Richard Evans d'EmArts de New York, a parlé d'une nouvelle ère en matière de soutien aux arts. Le directeur et chef de la direction, le président, le vice-président, les autres membres du conseil d'administration et les cadres supérieurs étaient présents.

Comités du conseil d'administration

Les comités du conseil d'administration améliorent l'efficacité générale du conseil en accordant une plus grande attention à certains secteurs d'activité qui revêtent un intérêt particulier et en les surveillant de plus près. Les *Règlements administratifs* définissent les rôles et les responsabilités des comités ainsi que les exigences en matière de rapports. Le conseil d'administration compte quatre comités permanents :

Comité exécutif

Le comité exécutif agit au nom du conseil d'administration entre les réunions du conseil d'administration (sauf en ce qui a trait à l'approbation ou à des modifications des règlements administratifs, des politiques, des budgets, des états financiers, des subventions ou du rapport annuel).

Composition : Joseph L. Rotman (président), Simon Braut et Barbara Burley.

Comité de l'audit et des finances

Le comité de la vérification et des finances est chargé d'examiner les résultats financiers du Conseil et d'assurer l'intégrité, l'efficacité et l'exactitude des rapports financiers, des systèmes de contrôle, des processus intégrés de gestion des risques, et des fonctions de vérification du Conseil.

Composition : Simon Brault (président), Howard Jang, Luc LaRochelle, Philip Ponting (jusqu'au 11 février 2013) et Anna Porter. Au 31 mars, il restait un poste à pourvoir.

Comité de gouvernance et de sélection

Le comité de gouvernance et de sélection voit à la mise en place de structures et de processus appropriés à la supervision et à l'orientation des activités du Conseil des arts.

Composition : Barbara Burley (présidente), Simon Brault, Susan Knight, David McKay et Rosemary Vodrey.

Comité de placements

Le comité de placements est chargé de surveiller le portefeuille de placements du Conseil et de fournir des conseils en la matière, dont la recommandation de politiques au conseil d'administration sur les placements, l'embauche de gestionnaires de fonds et la surveillance de leurs activités.

Composition : Luc LaRochelle, Anna Porter et les experts externes suivants : Tania Willumsen (présidente), Mark Jenkins, Eric Kirzner, Ann Marshall, George Mavroudis et John Montalbano.

Autres comités

Certains membres du conseil d'administration participent aussi à d'autres comités : Susan Knight est membre du comité exécutif de la Commission canadienne pour l'UNESCO; Luc LaRochelle est membre de la Commission du droit de prêt public; et Rosemary Vodrey siège au comité consultatif sur l'équité raciale dans les arts (CCERA).

Divulgaration proactive

Les informations sur les subventions et contributions, les frais de voyage et d'accueil des cadres supérieurs, les contrats d'une valeur de plus de 10 000 \$, les reclassifications de postes et les rapports sommaires des demandes d'accès à l'information terminées sont affichés sur le site web du Conseil.

Divulgaration d'actes fautifs

Conformément à la *Politique sur la divulgation interne d'information concernant des actes fautifs dans le milieu de travail* du Conseil et selon les exigences de la *Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles*, un rapport trimestriel sur la divulgation d'actes fautifs en milieu de travail est remis au comité de l'audit et des finances. En 2012-2013, aucun acte fautif en milieu de travail n'a été rapporté.

Rémunération

Membres du conseil d'administration : 128 934,07 \$ (fixé par le gouverneur en conseil). Directeur et chef de la direction : 210 600 \$ - 247 700 \$ (fixé par le gouverneur en conseil). Postes de direction : 104 600 \$ - 154 300 \$.

Groupe exécutif de gestion

Au 31 mars 2013, le groupe exécutif de gestion comprenait Robert Sirman, directeur et chef de la direction du Conseil, Michelle Chawla, secrétaire du Conseil et directrice, Initiatives stratégiques; John Goldsmith, directeur,

Relations avec les partenaires; Denyse Jomphe, directrice, Ressources humaines; Tammy Scott, directrice, Communications et promotion des arts; Anne Valois, directrice, Disciplines artistiques; Pascale Legault, directrice générale des services financiers, Finances et administration (à compter du 18 mars 2013); et Myriam Montral, secrétaire générale, Commission canadienne pour l'UNESCO (à compter du 11 février 2013).

Notes : Carole Boileau a assumé le rôle de directrice par intérim, Finances et administration, jusqu'au 17 mars 2013. Robin Ghosh a été directeur, Finances et administration, jusqu'au 19 septembre 2012. David Walden a été secrétaire général de la Commission jusqu'au 22 janvier 2013.

Conseil d'administration

	Joseph L. Rotman, président Toronto, ON		Simon Brault, vice-président Montréal, QC
	Barbara Burley St. Andrews, NB		Howard Jang Vancouver, BC
	Susan Mary (Dyer) Knight St. John's, NL		Luc LaRochelle Montréal, QC
	David McKay Fredericton, NB		Philip G. Ponting Calgary, AB
	Anna Porter Toronto, ON		Brenda Stehelin Whitehorse, YT
	Rosemary L. Vodrey Winnipeg, MB		

Registre des présences aux réunions du conseil d'administration et de ses comités : du 1^{er} avril 2012 au 31 mars 2013

	Conseil d'administration	Exécutif	Placements	Audit et finances	Gouvernance et sélection
Nombres de réunions	6	3	4	8	5
Joseph L. Rotman, président	6	3			
Simon Brault, vice-président	6	3		8	5
Barbara Burley	6	2/2			5
Howard Jang	6			6/7	
Susan Mary (Dyer) Knight	6				5
Luc LaRochelle	5/5		3/3	7/7	
David McKay	6				4/4
Philip G. Ponting	4/5			4/5	1/1
Anna Porter	6		4	8	
Brenda Stehelin	2/2				
Rosemary L. Vodrey	5/6	1/1			4/4

Notes : La composition des comités a été modifiée à compter du 29 mai 2012. Le premier mandat de Luc LaRochelle a pris fin le 17 juin 2012 et été renouvelé le 21 juin (il a assisté à la réunion du conseil, qui s'est tenue du 19 au 21 juin 2012, à titre d'invité; sa présence à cette réunion ne figure pas au registre). Le mandat de Philip Ponting a pris fin le 11 février 2013. Brenda Stehelin a été nommée le 22 novembre 2012.

États financiers

Responsabilité de la direction à l'égard des états financiers

Les états financiers ci-joints du Conseil des arts du Canada et toute l'information comprise dans le rapport annuel sont la responsabilité de la direction et ont été approuvés par le conseil d'administration.

Les états financiers ont été établis par la direction conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. Lorsque plusieurs méthodes comptables s'appliquaient, la direction a choisi celles qui lui semblaient les plus appropriées vu les circonstances. Les états financiers contiennent des montants fondés sur des estimations effectuées par la direction basées sur l'expérience et le jugement. La direction a déterminé ces montants de façon raisonnable pour que les états financiers donnent une image fidèle, à tous les égards importants. La direction a préparé l'information financière présentée dans le reste du rapport annuel et s'est assurée que cette information concorde avec celle que contiennent les états financiers.

Le Conseil des arts du Canada s'est doté de systèmes de contrôle interne comptable et administratif de qualité supérieure et dont le coût est raisonnable. Ces systèmes ont pour but de fournir une assurance raisonnable que l'information financière fournie est pertinente, fiable et exacte, et que les actifs de l'organisme sont comptabilisés et protégés adéquatement.

Les membres du conseil d'administration sont responsables de la gestion des opérations et des activités du Conseil des arts du Canada et doivent notamment veiller à ce que la direction s'acquitte de ses responsabilités en ce qui a trait aux rapports financiers et aux contrôles internes. Ils confient cette tâche au comité de l'audit et des finances, composé de membres qui ne sont pas des employés du Conseil des arts du Canada. Le comité de l'audit et des finances rencontre régulièrement les membres de la direction, les auditeurs internes et le vérificateur général du Canada. Le comité soumet ses constatations à l'examen du conseil d'administration lorsque celui-ci approuve les états financiers.

L'auditeur indépendant, soit le vérificateur général du Canada, vérifie les états financiers du Conseil des arts du Canada, sur lesquels il émet un rapport.

Le 26 juin 2013



Robert Sirman
Directeur et chef de direction



Pascale Legault, CPA, CA
Directrice générale des services financiers



Auditor General of Canada
Vérificateur général du Canada

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Au Conseil des Arts du Canada et au ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Conseil des Arts du Canada, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2013, l'état des résultats, l'état des gains et pertes de réévaluation, l'état de la variation de l'actif financier net, et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Conseil des Arts du Canada au 31 mars 2013, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, je déclare qu'à mon avis, les principes comptables des Normes comptables canadiennes pour le secteur public ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations du Conseil des Arts du Canada dont j'ai eu connaissance au cours de mon audit des états financiers ont été effectuées, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux dispositions pertinentes de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et ses règlements, à la *Loi sur le Conseil des Arts du Canada* ainsi qu'aux règlements administratifs du Conseil des Arts du Canada.

Pour le vérificateur général du Canada,

A handwritten signature in cursive script, reading "Maurice Laplante".

Maurice Laplante, CA
vérificateur général adjoint

Le 26 juin 2013
Ottawa, Canada

État de la situation financière

	Réels 2013	Redressés (note 5) Réels 2012
au 31 mars (en milliers de dollars)		
ACTIFS FINANCIERS		
Équivalents de trésorerie (note 4)	197 \$	18 \$
Débiteurs	3 488	2 290
Dérivés (note 5)	5	25
Placements de portefeuille (note 6)	285 141	270 522
Total des actifs financiers	288 831	272 855
PASSIFS		
Découvert bancaire	1 347	1 581
Subventions à payer	26 984	27 760
Créditeurs et charges à payer	3 513	3 710
Revenus reportés	1 764	1 827
Dérivés (note 5)	97	62
Avantages sociaux futurs (note 8)	2 515	4 237
Revenus reportés - Contributions grevées d'affectations d'origine externe (note 9)	27 721	23 594
Total des passifs	63 941	62 771
ACTIFS FINANCIERS NETS	224 890	210 084
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 10)	2 339	2 156
Inventaire de la Banque d'oeuvres d'art (note 11)	19 356	19 347
Instruments de musique (note 12)	1	1
Frais payés d'avance	306	273
Total des actifs non financiers	22 002	21 777
EXCÉDENT ACCUMULÉ (note 13)	246 892 \$	231 861 \$
L'excédent accumulé est constitué de :		
Excédent accumulé des activités	237 997	232 006
Gains et (pertes) de réévaluation cumulés	8 895	(145)
EXCÉDENT ACCUMULÉ	246 892 \$	231 861 \$

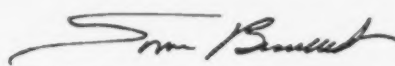
Les données et les engagements sont présentés en milliers de dollars (note 10)

Les autres affirmations et tableaux font partie intégrante des États financiers

APPROUVÉ PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Président



Vice président

État des résultats

	Budget 2013	Réels 2013	Redressés (note 3) Réels 2012
Exercice terminé le 31 mars / en milliers de dollars			
Revenus			
Revenus nets de placements (note 14)	9 290 \$	12 296 \$	5 340 \$
Revenus (pertes) nets de la Banque d'oeuvres d'art (note 15)	6	(127)	(206)
Autres revenus	1 319	1 734	2 013
Total des revenus	10 615	13 903	7 147
Charges			
Programmes			
Subventions (tableau 1)	153 371	153 397	157 304
Administration (tableau 2)	13 676	13 144	12 967
Services	6 693	5 304	5 894
	173 740	171 845	176 165
Commission canadienne pour l'UNESCO (note 16)	2 329	1 866	2 003
Administration générale (tableau 2)	15 792	15 381	16 231
Total des charges	191 861	189 092	194 399
Déficit annuel lié aux activités avant le crédit parlementaire	(181 246)	(175 189)	(187 252)
Crédit Parlementaire	181 261	181 180	180 958
EXCÉDENT (DÉFICIT) ANNUEL DES ACTIVITÉS	15	5 991	(6 294)
EXCÉDENT ACCUMULÉ DES ACTIVITÉS, DÉBUT DE L'EXERCICE	232 006	232 006	238 300
EXCÉDENT ACCUMULÉ DES ACTIVITÉS, FIN DE L'EXERCICE	232 021 \$	237 997 \$	232 006 \$

État de la variation de l'actif financier net

	Budget 2013	Réels 2013	Redressés (note 3) Réels 2012
Exercice terminé le 31 mars / en milliers de dollars			
EXCÉDENT (DÉFICIT) ANNUEL DES ACTIVITÉS	15 \$	5 991 \$	(6 294) \$
Acquisition d'immobilisations corporelles (note 10)	(1 777)	(1 393)	(477)
Amortissement des immobilisations corporelles (note 10)	1 473	1 210	1 088
Acquisition de l'inventaire de la Banque d'oeuvres d'art (note 11)	-	(10)	(333)
Disposition de l'inventaire de la Banque d'oeuvres d'art (note 11)	-	1	167
	(304)	(192)	445
Acquisition de charges payées d'avance	-	(306)	(273)
Utilisation de charges payées d'avance	-	273	272
	-	(33)	(1)
Gains (pertes) nets de réévaluation	-	9 040	(678)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DES ACTIFS FINANCIERS NETS	(289)	14 806	(6 528)
ACTIFS FINANCIERS NETS, DÉBUT DE L'EXERCICE	210 084	210 084	216 612
ACTIFS FINANCIERS NETS, FIN DE L'EXERCICE	209 795 \$	224 890 \$	210 084 \$

Les notes relatives au tableau font partie intégrante des états financiers.

État des gains et pertes de réévaluation

	Réels 2013	Réels 2012
<i>Exercice terminé le 31 mars (en milliers de dollars)</i>		
GAINS (PERTES) DE RÉÉVALUATION CUMULÉS, DÉBUT DE L'EXERCICE	(145) \$	533 \$
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants:		
Dérivés	(40)	104
Placements de portefeuille	9 859	(6 597)
Montants reclassés dans l'état des résultats:		
Dérivés	(104)	-
Placements de portefeuille	(675)	5 815
GAINS (PERTES) NETS DE RÉÉVALUATION, POUR L'EXERCICE	9 040	(678)
GAINS (PERTES) DE RÉÉVALUATION CUMULÉS, FIN DE L'EXERCICE	8 895 \$	(145) \$

État des flux de trésorerie

	Réels 2013	Redressés (note 3) Réels 2012
<i>Exercice terminé le 31 mars (en milliers de dollars)</i>		
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) annuel des activités	5 991 \$	(6 294) \$
(Gains) pertes sur disposition dans les placements de portefeuille (note 14)	(1 519)	8 243
Gains (pertes) réalisés sur le changement de valeur des dérivés	(143)	-
Amortissement d'immobilisations corporelles (note 10)	1 210	1 088
Disposition de l'inventaire de la Banque d'oeuvres d'art (note 11)	1	167
Augmentation des charges payées d'avance	(33)	(1)
(Diminution) augmentation des avantages sociaux futurs	(1 722)	627
Produits transférés aux (des) revenus reportés - Contributions grevées d'affectations d'origine externe		
Aux (des) revenus de placements (note 9)	1 244	(2 002)
Des autres revenus (note 9)	(363)	(520)
Variation nette des éléments sans effet sur la trésorerie (note 17)	(2 234)	762
Rentrée de fonds liées aux activités de fonctionnement	2 432	2 070
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations corporelles (note 10)	(1 393)	(477)
Acquisition d'inventaire de la Banque d'oeuvres d'art (note 11)	(10)	(333)
Sorties de fonds liées aux activités d'investissement en immobilisations	(1 403)	(810)
Activités de placement		
Acquisition de placements de portefeuille	(19 480)	(118 751)
Disposition de placements de portefeuille	18 864	118 162
Sorties de fonds liées aux activités de placement	(616)	(589)
AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	413	671
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE, DÉBUT DE L'EXERCICE	(1 563)	(2 234)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE, FIN DE L'EXERCICE	(1 150) \$	(1 563) \$
Représentés par:		
Équivalents de trésorerie (note 4)	197	18
Découvert bancaire	(1 347)	(1 581)
	(1 150) \$	(1 563) \$

Les notes afférentes et tableaux liés font partie intégrante des états financiers.

Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2013

1. AUTORISATION ET ACTIVITÉS

Le Conseil des arts du Canada (le « Conseil »), constitué en 1957 par la *Loi sur le Conseil des Arts du Canada* qui a été modifiée en 2001 par le projet de loi C-40, n'est pas mandataire de Sa Majesté et est considéré comme un organisme de bienfaisance enregistré au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. En vertu de l'article 85(1.1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le Conseil n'est pas assujéti aux sections I à IV de la partie X de cette loi, sauf pour le sous-article 105(2) et les articles 113.1 et 119 de la section II, les articles 131 à 148 de la section III et l'article 154.01 de la section IV. Le Conseil est une société d'État qui a pour objectifs de favoriser et de promouvoir l'étude et la diffusion des arts, ainsi que la production d'œuvres d'art.

Le Conseil réalise ses objectifs principalement par l'entremise des programmes de subventions qui s'adressent aux artistes professionnels et organismes artistiques canadiens. Le Conseil engage des frais d'administration et de services dans la prestation de ses programmes. Les frais d'administration des programmes représentent les coûts directs de la prestation des programmes. Les frais de services des programmes sont les coûts engagés pour les activités non connexes aux subventions dans l'accomplissement du mandat du Conseil et les coûts connexes à l'attribution des subventions. Les frais d'administration générale représentent les coûts liés à la gestion d'entreprise, aux communications, aux ressources humaines, à la gestion de l'information, aux finances, aux locaux et à l'amortissement.

La *Loi sur le Conseil des Arts du Canada* assigne au Conseil des arts les fonctions et les tâches relatives à la Commission canadienne pour l'UNESCO (la « Commission »). La Commission conseille le gouvernement canadien sur ses relations avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). La Commission favorise aussi la coopération entre les organismes canadiens de la société civile et l'UNESCO.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Méthode comptable

Le Conseil se considère comme un « autre organisme gouvernemental ». Les présents états financiers ont été préparés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCSP) tels que promulgués par l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA).

Les principales politiques comptables du Conseil sont les suivantes :

Instruments financiers

Tous les instruments financiers sont initialement comptabilisés à leur juste valeur marchande. Le tableau suivant indique les actifs et passifs financiers du Conseil et la façon dont ils sont comptabilisés subséquemment :

Actif ou passif financier	Comptabilisation subséquente
Équivalents de trésorerie	Juste valeur
Débiteurs	Coût amorti
Placements de portefeuille	Juste valeur
Dérivés	Juste valeur
Découvert bancaire	Juste valeur
Subventions à payer	Coût amorti
Créditeurs et charges à payer	Coût amorti

Équivalents de trésorerie

Les équivalents de trésorerie correspondent à des placements à court terme hautement liquides qui peuvent être rapidement convertis en des montants connus et dont le risque de variation de la juste valeur est minime. Les équivalents de trésorerie dans l'état de la situation financière du Conseil sont composés de parts détenues dans un fonds commun à court terme. Les revenus distribués sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice et constatés à titre de revenus nets de placements dans l'état des résultats de l'exercice au cours duquel ils sont réalisés.

Dérivés

Chaque dérivé est constaté à sa juste valeur dans l'état de la situation financière. Les dérivés avec une valeur positive (négative) sont inscrits comme un élément d'actif (de passif). Les variations non réalisées de la juste valeur des dérivés sont reconnues, dans l'année duquel elles surviennent, dans l'état des gains et pertes de réévaluation au titre de dérivés sauf pour la portion grevée d'affectations qui est reconnue comme passif sous revenus reportés – contributions grevées d'affectations d'origine externe. Une fois réalisés, ces gains et pertes sont constatés dans l'état des résultats. Les achats et ventes de dérivés sont enregistrés à la date de transaction.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés à leur juste valeur. Les variations non réalisées de la juste valeur des placements de portefeuille sont constatées dans l'état des gains et pertes de réévaluation, sauf la partie grevée d'affectations qui est inscrite au passif au titre des revenus reportés – contributions grevées d'affectations d'origine externe. Une fois réalisés, les gains et pertes cumulés constatés auparavant dans l'état des gains et pertes de réévaluation sont comptabilisés au titre des revenus nets de placement selon la méthode du coût moyen pour l'exercice. Les gains et pertes réalisés sur les contributions grevées d'affectations d'origine externe sont constatés conformément aux conventions comptables visant les contributions grevées d'affectations d'origine externe. Les achats et ventes de placements de portefeuille sont inscrits à la date de transaction. Les frais de gestion chargés sont portés à la dépense au cours de l'exercice.

Immobilisations corporelles

Le matériel de bureau et les améliorations locatives sont inscrits au prix coûtant, net de l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire, pendant la durée utile estimative de l'actif comme suit :

Matériel de bureau	5 ans
Améliorations locatives	durée restante du bail

Inventaire de la Banque d'œuvres d'art

L'inventaire de la Banque d'œuvres d'art est inscrit au prix coûtant, net de l'amortissement cumulé. Le coût, moins toute valeur résiduelle, est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire, pendant la durée utile estimative de l'actif qui est estimé à 50 ans.

Instruments de musique

Les instruments de musique, ayant une valeur culturelle et historique, sont comptabilisés à une valeur nominale dans l'état de la situation financière, car il est impossible d'estimer raisonnablement les bénéfices futurs liés à de tels biens.

Avantages sociaux futurs

i) Prestations de retraite

À peu près tous les employés du Conseil participent au Régime de pension de retraite de la fonction publique (le « Régime »), un régime de pension à prestations déterminées contributives créé en vertu d'une loi et parrainé par le gouvernement du Canada. Les employés et le Conseil doivent cotiser au Régime pour couvrir le coût des prestations de services courants. En vertu des lois actuellement en vigueur, le Conseil n'a aucune obligation légale ou implicite de verser d'autres cotisations relativement au service antérieur ou à un déficit du Régime. Par conséquent, les cotisations sont constatées en charges au cours de l'exercice pendant lequel les employés ont rendu des services et elles représentent l'obligation totale du Conseil au titre des prestations de retraite.

ii) Indemnités de départ

Jusqu'en 2012, les employés avaient droit à des indemnités de départ prévues dans les conditions d'emploi et la convention collective. Le coût de ces indemnités était passé en charges à mesure que les employés

rendaient les services nécessaires pour les gagner. Le passif était calculé selon les meilleures estimations et hypothèses de la direction, quant au salaire des employés et leur nombre d'années de service au 31 mars.

En février 2012, une nouvelle convention collective a été signée et la décision de mettre fin à ces indemnités fut prise. Le Conseil a déterminé son obligation au moyen du calcul suivant :

Tous les employés comptant dix ans ou plus de service au 30 juin 2012 auront droit à une indemnité de départ égale à une semaine de salaire pour chaque année complète d'emploi continu et, dans le cas d'une année partielle d'emploi continu, à une semaine de salaire multipliée par le nombre de jours d'emploi continu divisé par 365, jusqu'à un maximum de 28 semaines. Tous les employés comptant moins de dix ans de service et plus d'un an de service au 30 juin 2012 auront droit à une indemnité de départ égale à deux semaines de salaire. Tous les employés à temps partiel comptant moins de dix ans de service au 30 juin 2012 auront droit à une indemnité de départ égale à une semaine de salaire.

Cette obligation est ajustée en fin d'année pour refléter le niveau actuel de salaire des employés.

iii) Prestations aux retraités

Le Conseil accorde des prestations complémentaires d'assurance-maladie et des prestations de soins dentaires à ses employés actuels et retraités. Les retraités paient 50 % des primes complémentaires d'assurance-maladie et 100 % des primes de soins dentaires. Le Conseil passe en charges ses obligations à mesure que les employés rendent les services nécessaires pour gagner ces avantages. Le coût de ces avantages gagnés par les employés a été estimé selon la méthode de répartition des prestations (unités de crédit). La première évaluation estimative de cet avantage a eu lieu le 31 mars 2012, et la première évaluation complète a été complétée le 31 mars 2015.

Les gains (pertes) actuariels sur l'obligation au titre des prestations constituées résultent de l'écart entre les résultats réels et les résultats prévus, ainsi que des variations des hypothèses actuarielles utilisées pour établir l'obligation au titre des prestations constituées. Les gains (pertes) actuariels sont amortis sur la période de service résiduelle moyenne des employés actifs.

Les ajustements découlant de modifications apportées aux régimes, les gains et pertes actuariels et les modifications apportées aux hypothèses sont amortis sur la période de service résiduelle moyenne des groupes d'employés.

Revenus reportés - contributions grevées d'affectations d'origine externe

Les revenus affectés assujettis à des restrictions externes sont constatés à titre de revenus dans les états financiers au cours de la période où les ressources sont utilisées aux fins précisées. Un apport externe de fonds affectés reçus avant que ce critère ait été satisfait, sauf le capital initial, est inscrit au passif jusqu'à l'utilisation précisée des ressources.

Principal de dotation - contributions grevées d'affectations d'origine externe

Les contributions grevées d'affectations d'origine externe consistent en des dotations privées et des dons affectés que reçoit le Conseil et qui doivent rester intacts. Elles sont comptabilisées au titre de l'excédent accumulé des activités.

Réserve - excédent des revenus de placements

Cette réserve correspond à la somme des revenus excédentaires de placements depuis la fondation du Conseil en 1957 et est comptabilisée comme réserve interne sous l'excédent accumulé des activités. Pour les exercices au cours desquels les revenus nets de placements sont supérieurs aux revenus nets budgétés de placements, on peut transférer un montant à partir de l'excédent accumulé des activités à la réserve - excédent des revenus de placements. Pour les exercices au cours desquels les revenus nets de placements sont inférieurs aux revenus nets budgétés de placements, on peut transférer un montant à l'excédent accumulé des activités à partir de la réserve - excédent des revenus de placements. Ces virements sont approuvés par le conseil d'administration.

Constatacion des revenus

i) Crédit parlementaire

Les crédits parlementaires sont considérés comme étant des transferts gouvernementaux et sont constatés à titre de revenus de l'exercice pour lequel ils sont approuvés par le Parlement. Les crédits parlementaires reçus pour des projets précis sont reportés et constatés dans l'état des résultats au cours de l'exercice où les charges sont engagées. Les crédits parlementaires sont principalement utilisés pour l'exploitation.

ii) Contributions

Le Conseil reçoit des contributions qui sont assujetties à des restrictions externes particulières précisées par les donateurs.

Les contributions grevées d'affectations externes qui doivent être maintenues à perpétuité sont enregistrées comme revenus dans l'exercice où elles sont reçues. Les contributions grevées d'affectations externes qui ne doivent pas être maintenues à perpétuité, y compris les gains et pertes réalisés et non réalisés liés aux revenus de placements connexes assujettis à des restrictions externes, sont comptabilisées au titre des revenus reportés jusqu'à l'utilisation des ressources aux fins précisées, après quoi les contributions sont constatées à titre de revenus.

Les contributions non affectées sont constatées à titre d'autres revenus dans l'exercice au cours duquel elles ont été reçues ou au cours duquel les fonds ont été engagés en faveur du Conseil, si le montant peut en être raisonnablement estimé et si la réception en est raisonnablement assurée.

Les contributions en nature sont principalement composées de dons à l'inventaire de la Banque d'œuvres d'art et sont comptabilisées à leur juste valeur à titre d'actif non financier lorsqu'elles sont reçues et à titre de revenu sous revenus nets de la Banque d'œuvres d'art.

iii) Revenus de location de la Banque d'œuvres d'art

Les revenus de location de son inventaire sont enregistrés dans l'exercice au cours duquel les services sont rendus et sont inclus dans les revenus (pertes) nets de la Banque d'œuvres d'art à l'état des résultats.

iv) Autres revenus

Les autres revenus sont principalement composés de subventions annulées durant l'exercice courant et qui avaient été approuvées dans les exercices antérieurs ainsi que les frais d'hébergement chargés pour des services rendus à un tiers.

v) Conversion des devises

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la date de l'état de la situation financière. Les revenus et les charges sont convertis aux taux de change moyens en vigueur au cours de l'exercice. Les gains et pertes non réalisés liés au cours de change sont constatés dans l'état des gains et pertes de réévaluation sauf pour la portion grevée d'affectations qui est reconnue comme passif sous revenus reportés - contributions grevées d'affectations d'origine externe. Une fois réalisés, les gains et pertes cumulés sont constatés à titre de revenus nets de placements.

Subventions

Les subventions sont considérées comme des transferts gouvernementaux. Elles sont passées en charges dans l'exercice pour lequel elles ont été budgétées et approuvées par le conseil d'administration, l'autorisation de payer a été conférée en vertu de la *Loi de crédits*, et les résultats ont été communiqués aux demandeurs.

Contrats de location-exploitation

Le Conseil conclut des contrats de location-exploitation pour ses locaux qui sont comptabilisés selon la méthode linéaire pendant la durée du bail. Les incitatifs à la location sont enregistrés en réduction de la charge pour locaux selon la méthode linéaire pendant la durée du bail.

Incertitude relative à la mesure

Pour préparer des états financiers conformes aux NCSP canadiennes, la direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses qui influent sur les montants déclarés de l'actif et du passif à la date des états financiers, ainsi que sur les montants déclarés des revenus et des charges de la période. Les prin-

cipaux éléments susceptibles de faire l'objet d'estimations sont les passifs liés au personnel, la durée de vie estimative des immobilisations corporelles et de l'inventaire de la Banque d'œuvres d'art, la valeur résiduelle de l'inventaire de la Banque d'œuvres d'art ainsi que la juste valeur des instruments financiers. Les montants réels peuvent différer des estimations.

Chiffres budgétés

Des chiffres budgétés, présentés à des fins de comparaison, ont été dérivés des estimations approuvées par le conseil d'administration.

3. REDRESSEMENT DE L'INVENTAIRE DE LA BANQUE D'ŒUVRES D'ART

Grâce à sa Banque d'œuvres d'art, le Conseil possède un inventaire que peuvent louer les organismes du gouvernement et du secteur privé en vue de les exposer dans leurs bureaux et salles de conférence. L'objectif est de créer un inventaire d'œuvres qui permettra à la Banque d'œuvres d'art de récupérer la totalité de ses frais à partir des revenus de location. En date du 1^{er} avril 2010, le Conseil, au cours de la transition vers les normes du CCSP, a radié l'inventaire de la Banque d'œuvres d'art acheté ou reçu en nature et l'a présenté à une valeur nominale de 1 000 \$. Après des recherches plus approfondies, le Conseil a déterminé que ces immobilisations auraient dû être enregistrées conformément à la section SP 3150, Immobilisations corporelles, du Manuel sur la comptabilité dans le secteur public. Par conséquent, les œuvres d'art offertes en location et qui ne sont pas conservées à perpétuité doivent être enregistrées au coût ou à la juste valeur lorsqu'elles sont reçues en nature.

5. DÉRIVÉS

L'utilisation d'instruments financiers dérivés est limitée à des contrats de change à terme. Le Conseil utilise actuellement des contrats de change à terme, qui représentent des engagements d'achat ou de vente de devises dont le règlement doit se faire à une date ultérieure précise et à un taux fixe, pour gérer son risque de change. Ces contrats ont normalement une durée d'un mois.

Le Conseil conclut des contrats de change à terme afin de gérer son risque de change sur la tranche non libellée en dollars canadiens de son portefeuille, à l'exception de la composante marchés émergents, laquelle n'a pas été couverte et représentait environ 0,8% (2012 : 0,9 %) du portefeuille de placements. La stratégie de couverture permet de couvrir de 50 à 70 % de l'exposition aux devises étrangères pour les actifs désignés.

Les montants nominaux des contrats de change à terme servent de référence pour le calcul des paiements et ne représentent pas les montants échangés. Ces montants ne sont pas inscrits à l'état de la situation financière puisqu'ils ne représentent pas leur juste valeur.

Au 31 mars 2013, le Conseil détenait des contrats de change à terme venant à échéance le 2 mai 2013, au montant nominal de 40 810 000 \$ (2012 : 40 721 000 \$) et ventilés comme suit :

Devises	Taux de charge à terme (%)	2013			2012		
		Montant nominal ¹	Juste valeur		Montant nominal ¹	Juste valeur	
Dollar américain	0,984	17 289	3		18 841	15	
Euro	0,766	6 898	(34)		6 334	(14)	
Franc suisse	0,931	5 718	(38)		4 694	(17)	
Livre sterling	0,648	4 810	(21)		4 516	(24)	
Yen japonais	92,466	2 457	2		3 006	9	
Autres devises - actifs	-	-	-		1 489	1	
Autres devises - passif	4,589	3 658	(4)		1 841	(7)	

¹ Conformément à la stratégie de couverture dynamique du Conseil, le montant nominal représente l'exposition du Conseil à ces devises.

La juste valeur des contrats de change à terme en vigueur représente le gain ou la perte potentielle si leur règlement prenait place le 31 mars 2013. Les gains réalisés de 872 000 \$ sur les contrats de change à terme échu au 31 mars 2013, mais dont la date de règlement était postérieure à la date de l'état de la situation financière, sont comptabilisés avec les débiteurs.

Le revenu net de placements inclut un gain net sur les instruments financiers dérivés pour l'exercice de 680 000 \$ (2012 perte : 621 000 \$).

Ainsi, en 2012, le solde d'ouverture de l'excédent accumulé a été augmenté de 19 181 000 \$, ce qui représente le coût original des œuvres de l'inventaire de la Banque d'œuvres d'art, déterminée en tant qu'immobilisation corporelle à cette date. L'inventaire de la Banque d'œuvres d'art a été ajoutée à la catégorie des actifs non financiers dans l'état de la situation financière du 1^{er} avril 2011, à laquelle 19 181 000 \$ ont été ajoutés. Le revenu (perte) net de la Banque d'œuvres d'art enregistré en 2012 avant redressement a été retraité afin de retrancher aux achats d'œuvres d'art 333 000 \$ qui avaient été passé en charge et comptabiliser 167 000 \$ de cession ou de contributions en nature d'œuvres, ce qui a comme incidence nette une réduction du revenu de l'ordre de 166 000 \$. Au 31 mars 2012, la valeur de l'inventaire de la Banque d'œuvres d'art a été augmentée de 166 000 \$.

4. ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Le Conseil investit ses excédents de flux monétaires quotidiens dans un fonds commun à court terme géré par State Street Global Advisors. Tous les instruments détenus dans ces fonds communs ont obtenu une cote de crédit de RI (faible) ou de A (faible) ou supérieure selon les cotes de crédit établies par une agence de notation des obligations reconnue. Ces fonds sont composés de titres émis par différents paliers de gouvernement, des banques à charte et des émetteurs privés. À l'exception des instruments garantis par un gouvernement, pas plus de 10 % du portefeuille à court terme est investi auprès d'un seul émetteur. L'investissement du Conseil dans le fonds commun était de 197 000 \$ au 31 mars 2013 (2012 : 18 000 \$).

6. PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

(en milliers de dollars)	2013					2012		
	Coût	Pertes non-réalisées	Gains non-réalisés	Juste valeur		Coût	Juste valeur	
	\$	\$	\$	\$	%	\$	\$	%
Dotation du Conseil des arts et fonds spéciaux								
Fonds communs								
Actions	102 951	-	9 075	112 026	49,4	100 890	99 787	46,3
Obligations	73 316	1 267	-	72 049	31,7	73 311	72 448	33,6
Alternatifs	10 670	-	2 821	13 491	6,0	20 017	21 856	10,1
Marché monétaire	13 266	-	-	13 266	5,8	5 589	5 589	2,6
Immobilier	8 336	-	1 013	9 349	4,1	8 666	9 267	4,3
Infrastructure	8 464	1 636	-	6 828	3,0	7 208	6 757	3,1
	217 005	2 903	12 909	227 009	100,0	215 681	215 704	100,0
Fonds Killam								
Fonds communs								
Actions	26 312	-	2 319	28 631	49,3	25 785	25 503	46,6
Obligations	18 607	339	-	18 268	31,4	18 606	18 370	33,5
Alternatifs	2 718	-	718	3 436	5,9	5 149	5 618	10,3
Marché monétaire	3 198	-	-	3 198	5,5	737	737	1,3
Immobilier	2 235	-	284	2 519	4,3	2 318	2 487	4,5
Infrastructure	2 580	500	-	2 080	3,6	2 243	2 103	3,8
	55 650	839	3 321	58 132	100,0	54 838	54 818	100,0
Total des placements	272 653	3 742	16 230	285 141		270 519	270 522	

Les gains et pertes non réalisés sur les placements sont principalement imputables à la fluctuation des prix sur le marché, aux variations de change ou aux premières années de la phase de démarrage dans le cas de certains placements. Le Conseil évalue annuellement chaque instrument de placement contre des facteurs spécifiques afin de déterminer s'il existe une indication objective que le coût ajusté ne sera pas recouvert et, donc, que le placement a subi une dépréciation. Le Conseil ne considère pas ces placements dépréciés autrement que temporairement au 31 mars 2013.

Le Conseil gère deux portefeuilles séparés : dotation du Conseil des arts et fonds spéciaux, et fonds Killam. Le testament Killam a demandé que leur don soit investi séparément. Mis à part le fonds Killam, toutes les autres contributions affectées, consolidées dans la dotation du Conseil des arts et les fonds spéciaux, représentent 7,99 % (2012 : 8,15%) de ce fonds pour une juste valeur marchande de 18 138 000 \$ (2012 : 17 580 000 \$). La juste valeur totale des fonds d'investissement affectés, y compris le fonds Killam, est de 76 270 000 \$ (2012 : 72 598 000 \$).

Les objectifs à long terme de la dotation du Conseil des arts et fonds spéciaux, et du fonds Killam consistent à générer des rendements réels à long terme afin de soutenir les coûts liés à l'administration des divers programmes, tout en maintenant le pouvoir d'achat du capital de la dotation.

Le Conseil investit dans des parts de fonds communs d'actions, d'obligations et de fonds alternatifs, et dans des parts de sociétés en commandite dans quatre fonds de placements immobiliers et deux fonds d'infrastructure. Les catégories de placement autorisées et interdites, la composition du portefeuille ainsi que les restrictions de la quantité maximale de détention sont régies par une politique de placement approuvée par le conseil d'administration pour atténuer le risque de concentration. Tous les placements sont gérés par des gestionnaires de placements professionnels.

Le Conseil administre son portefeuille selon les indices de référence suivantes et qui ont été approuvés par le conseil d'administration en mars 2013. La composition des catégories d'actif peut varier selon un minimum et un maximum établis en fonction de l'indice de référence.

Catégories d'actif	Valeur marchande actuelle	Minimum	Indice de référence	Maximum
Actions - titres canadiens	10 %	5 %	10 %	15 %
Actions - titres internationaux	39 %	25 %	35 %	45 %
Obligations	32 %	25 %	35 %	40 %
Alternatifs	6 %	5 %	10 %	15 %
Immobilier	4 %	0 %	5 %	7 %
Infrastructure	3 %	0 %	5 %	7 %
Marché monétaire	6 %	0 %	0 %	15 %

Le marché monétaire inclut des fonds communs à court terme utilisés pour financer les engagements futurs du Conseil dans des fonds alternatifs et des parts de sociétés en commandite de fonds communs immobiliers et d'infrastructure. Ces fonds avaient un solde de 16 464 000 \$ (2012 : 6 526 000 \$). Pour l'exercice terminé le 31 mars 2013, ces fonds ont généré un rendement de 1,27 % (2012 : 1,51 %) et les placements sous-jacents avaient une échéance moyenne pondérée de 25 jours (2012 : 31 jours).

Les placements dans les fonds communs d'action comprennent des parts dans un fonds commun canadien et deux fonds communs globaux. Les titres canadiens sont évalués en regard des rendements de l'indice Standard and Poor's de la Bourse de Toronto. Les titres internationaux sont évalués en regard des rendements de l'indice Morgan Stanley Capital International World Hedge. Les placements dans le fonds commun d'obligations comportent des obligations du gouvernement canadien et de sociétés qui ont une cote de crédit minimum de BBB ou l'équivalent établie par une agence de notation reconnue. Le fonds d'obligations a pour objectif de reproduire les rendements de l'indice obligatoire universel DEX. Les placements dans les fonds communs alternatifs comprennent des parts dans un fonds alternatifs incluant diverses catégories d'actif sur le marché international. Ce placement est évalué en regard des rendements de l'indice des bons du Trésor à 91 jours de Scotia Capitaux majorés de 20 %. Les actifs inclus dans les fonds immobiliers sont des immeubles commerciaux au Canada et aux États-Unis. Ces placements sont évalués en regard des rendements de l'indice Investment Property Databank pour les gestionnaires canadiens et le National Council of Real Estate Investment Fiduciaries (NCREIF) pour le gestionnaire américain. Le fonds d'infrastructure comprend deux portefeuilles de placements diversifiés dans les infrastructures. Ces placements sont évalués en regard de l'indice des prix à la consommation majoré de 4,5 %.

7. RISQUES FINANCIERS ET JUSTE VALEUR

Au 31 mars, le classement des instruments financiers du Conseil, ainsi que leur valeur comptable et leur juste valeur, se présentaient comme suit :

(en millions de dollars)

Catégories - actifs et passifs financiers	Classement	2013	2012
		Valeur comptable et juste valeur (\$)	Valeur comptable et juste valeur (\$)
Équivalents de trésorerie	Juste valeur	197	18
Débiteurs	Coût amorti	3 488	2 290
Dérivés nets	Juste valeur	(92)	(37)
Placements de portefeuille ¹	Juste valeur	285 141	270 522
Découvert bancaire	Juste valeur	1 347	1 581
Subventions à payer	Coût amorti	26 984	27 760
Créditeurs et charges à payer	Coût amorti	3 513	3 710

¹ La juste valeur des placements est présentée à la note 6.

a) Établissement de la juste valeur

La valeur comptable des débiteurs, des subventions à payer, des crédi-teurs et charges à payer se rapproche de leur juste valeur en raison de leur échéance à court terme.

La juste valeur des instruments financiers dérivés est calculée à partir du cours du change au comptant et le cours de change à terme en vigueur à la clôture de l'exercice (voir note 5).

La juste valeur des placements est déterminée comme suit :

- Les placements dans le fonds commun sont évalués à la valeur unitaire fournie par les gestionnaires du fonds commun, laquelle correspond à la quote-part du Conseil des actifs nets sous-jacents évalués à leur juste valeur, établie au moyen des cours de clôture du marché.
- Les alternatifs sont des placements en fonds communs évalués à la valeur unitaire fournie par le gestionnaire du fonds commun. Le gestionnaire de fonds gère plusieurs stratégies de fonds à l'intérieur du fonds et détermine la juste valeur unitaire à partir du cours de clôture (si disponible) pour certaines stratégies, ou au moyen d'un modèle d'évaluation et de données non observables pour d'autres stratégies.
- La juste valeur des placements immobiliers est fournie par les gestionnaires de fonds et est établie au moyen d'évaluations soumises à des audits indépendants, qui sont fondées sur un modèle d'évaluation et des données non observables. On obtient ces évaluations auditées chaque année.
- La juste valeur des placements dans les infrastructures est fournie par les gestionnaires de fonds et est établie au moyen d'évaluations établies à l'interne. Ces évaluations sont fondées sur un modèle d'évaluation et des données non observables.

b) Hiérarchie de la juste valeur

Le tableau suivant présente une analyse des instruments financiers qui sont évalués, à la suite de leur constatation initiale, à la juste valeur et regroupés par niveau 1 à 3 en fonction du degré auquel on peut observer la juste valeur :

- Niveau 1 - Les évaluations à la juste valeur de niveau 1 sont basées sur des prix cotés (non rajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- Niveau 2 - Les évaluations à la juste valeur de niveau 2 sont basées sur des données autres que les prix cotés mentionnés au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (c. à d. en tant que prix), soit indirectement (c. à d. dérivés de prix);
- Niveau 3 - les évaluations à la juste valeur de niveau 3 sont basées sur des techniques d'évaluation qui comprennent des données sur l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

La hiérarchie de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché lorsque de telles données existent. On classe un instrument financier au niveau le plus bas de la hiérarchie pour lequel on a pris en compte une donnée importante non observable lors de l'évaluation de la juste valeur.

Le tableau qui suit présente les instruments financiers comptabilisés à leur juste valeur dans l'état de la situation financière, classés en fonction de la hiérarchie de la juste valeur décrite ci-dessus :

Actifs financiers à leur juste valeur au 31 mars

2013				2012				
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Équivalents de trésorerie	-	197	-	197	-	18	-	18
Dérivés	5	-	-	5	25	-	-	25
	5	197	-	202	25	18	-	43
Placements de portefeuille								
Dotation du Conseil des arts et fonds spéciaux								
Fonds communs								
Actions	-	112 026	-	112 026	-	99 787	-	99 787
Obligations	-	72 049	-	72 049	-	72 448	-	72 448
Alternatifs	-	-	13 491	13 491	-	-	21 856	21 856
Marché monétaire	-	13 266	-	13 266	-	5 589	-	5 589
Immobilier	-	-	9 349	9 349	-	-	9 267	9 267
Infrastructure	-	-	6 828	6 828	-	-	6 757	6 757
Fonds Killam								
Fonds communs								
Actions	-	28 631	-	28 631	-	25 503	-	25 503
Obligations	-	18 268	-	18 268	-	18 370	-	18 370
Alternatifs	-	-	3 436	3 436	-	-	5 618	5 618
Marché monétaire	-	3 198	-	3 198	-	737	-	737
Immobilier	-	-	2 519	2 519	-	-	2 487	2 487
Infrastructure	-	-	2 080	2 080	-	-	2 103	2 103
		247 438	37 703	285 141	-	222 434	48 088	270 522
Total	5	247 635	37 703	285 343	25	222 452	48 088	270 565

Passifs financiers à leur juste valeur au 31 mars

2013					2012			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Découvert bancaire	1 347	-	-	1 347	1 581	-	-	1 581
Dérivés	97	-	-	97	62	-	-	62
Total	1 444	-	-	1 444	1 643	-	-	1 643

À l'exception de la prévision, il n'y a eu aucun transfert important de montants entre les niveaux 1 et 2.

Le tableau suivant présente le rapprochement des changements relatifs à la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 5 au cours de l'exercice financier.

	2013				2012			
	Fonds alternatifs	Fonds immobilier	Fonds infrastructure	Total	Fonds alternatifs	Fonds immobilier	Fonds infrastructure	Total
<i>(en millions de dollars)</i>								
Dotations du Conseil des arts et fonds spéciaux								
Solde d'ouverture	21 856	9 267	6 757	37 880	21 589	8 049	6 694	36 332
Total des gains (pertes) reconnus dans l'état des gains et pertes de réévaluation	903	379	(1 090)	192	245	295	58	598
reconnus dans les contributions grevées d'affectations externe	78	33	(95)	16	22	26	5	53
Achats	-	-	1 256	1 256	-	1 043	-	1 043
Ventes	(9 346)	(330)	-	(9 676)	-	(146)	-	(146)
Solde de fermeture	13 491	9 349	6 828	29 668	21 856	9 267	6 757	37 880
Fonds Killam								
Solde d'ouverture	5 618	2 487	2 103	10 208	5 550	2 154	2 082	9 786
Total des gains (pertes) reconnus dans les contributions grevées d'affectations externe	250	114	(360)	4	68	95	21	184
Achats	-	-	337	337	-	275	-	275
Ventes	(2 432)	(82)	-	(2 514)	-	(37)	-	(37)
Solde de fermeture	3 436	2 519	2 080	8 035	5 618	2 487	2 103	10 208

c) Gestion des risques

Le Conseil est exposé à une variété de risques financiers en raison de ses activités. Ces risques comprennent le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché (risque de prix, risque de taux d'intérêt et risque de change). L'objectif à long terme de la politique de placement du Conseil consiste à générer des rendements réels à long terme afin de soutenir les coûts liés à l'administration des divers programmes, tout en maintenant le pouvoir d'achat du capital de dotation. Cette politique permet le recours à certains instruments financiers dérivés.

Afin de gérer les risques, le Conseil investit dans un portefeuille diversifié qui est administré par des gestionnaires de placements professionnels. Les placements sont orientés par un « Énoncé de la politique de placement et des objectifs de rendement », qui est approuvé par le conseil d'administration et révisé chaque année. Pour la gestion et le suivi de son portefeuille, le Conseil est assisté d'un comité de placements formé d'experts indépendants ayant une expérience du domaine et des catégories d'actifs dans lesquelles les placements sont effectués. Aussi, le Conseil a recours aux services d'un conseiller en placements indépendant qui conseille le comité de placements dans ses activités. Au fil de l'évolution des marchés, le comité de placements recommande des rajustements à la composition de l'actif afin de minimiser le risque global du portefeuille.

i. Risque de crédit

Le risque de crédit désigne le risque qu'une contrepartie manque à ses obligations contractuelles, ce qui entraînerait des pertes financières pour le Conseil.

À la date de l'état de la situation financière, les actifs financiers exposés à un risque de crédit incluent les équivalents de trésorerie, les placements de portefeuille, les débiteurs et les dérivés. La valeur comptable de ces actifs financiers représente le risque de crédit maximal à la date de l'état de la situation financière.

Par l'entremise de ses placements dans des parts de fonds communs d'action, de fonds d'obligations et de fonds alternatifs, et dans des parts de sociétés en commandite de quatre fonds immobiliers et de deux fonds d'infrastructure, le Conseil est exposé indirectement au risque de crédit des placements sous-jacents de ces fonds. Ces risques sont gérés par les gestionnaires de placements. Leurs objectifs consistent à investir dans des instruments financiers de haute qualité émis par des contreparties solvables, en limitant le montant pouvant être placé auprès d'une seule contrepartie et en respectant les plafonds établis par la politique de placement du Conseil.

La majorité des créances du Conseil sont exigibles du gouvernement du Canada et conséquemment comportent un risque de crédit faible. Le Conseil atténue le risque de crédit au moyen d'un suivi des soldes non remboursés. Au 31 mars 2013, il n'existait aucun montant important en souffrance et aucune perte de valeur n'a été constatée.

Le Conseil gère son risque de crédit sur les instruments financiers dérivés en ne traitant qu'avec des contreparties solvables qui ont obtenu, auprès d'agences de notation externes, deux des trois cotes de crédit suivantes : A3 de Moody's, A- de Standard & Poor's ou A- de Fitch/IBCA.

ii. Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que le Conseil ne soit pas en mesure d'honorer ses obligations financières lorsque celles-ci viennent à échéance.

Le Conseil tire principalement ses revenus des crédits parlementaires du gouvernement du Canada. Ces revenus sont investis temporairement dans le fonds commun à court terme jusqu'à leur utilisation.

Les objectifs du Conseil par rapport à sa gestion des liquidités sont de s'assurer que la valeur en capital de ses fonds communs à court terme est conservée, que les placements sont suffisamment liquides et que les revenus financiers sont distribués en espèces lorsque cela est possible.

Les liquidités disponibles à partir des fonds à court terme et des placements assurent que le Conseil est en mesure d'honorer ses obligations et ses engagements. La majorité du portefeuille peut être racheté dans un délai de trois jours. De plus, les catégories de placement autorisées sont régies par des politiques de placement à court terme et à long terme approuvées par le conseil d'administration, de manière à faire en sorte que le risque de liquidité soit réduit au minimum.

Le tableau suivant présente l'analyse des échéances des actifs et passifs financiers du Conseil au 31 mars basée sur des données historiques.

Dans le tableau, les placements sont des actifs financiers sans échéance fixe. Le Conseil a une politique de placement lui permettant de retirer du portefeuille de placement, si nécessaire, des sommes allant jusqu'à 4,0 % (2012 : 4,5 %) de la moyenne de la valeur marchande du portefeuille pour les trois années précédentes, en fonction des soldes au 30 septembre.

(en milliers de dollars)	2013 Total	Sans échéance fixe	Moins de 3 ans	2012 Total	Sans échéance fixe	Moins de 3 ans
Actifs financiers						
Équivalents de trésorerie	197	-	197	18	-	18
Débiteurs	3 488	-	3 488	2 290	-	2 290
Dérivés	5	-	5	25	-	25
Placements de portefeuille	285 141	285 141	-	270 522	270 522	-
	288 831	285 141	3 690	272 855	270 522	2 333
Passifs financiers						
Découvert bancaire	1 347	-	1 347	1 581	-	1 581
Subventions à payer	26 984	-	26 984	27 760	-	27 760
Créditeurs et charges à payer	3 513	-	3 513	3 710	-	3 710
Dérivés	97	-	97	62	-	62
	31 941	-	31 941	33 113	-	33 113

iii. Risques de marché

Les activités du Conseil sont principalement exposées au risque de prix, au risque de taux d'intérêt et au risque de change.

Les gestionnaires de placements ont pour directives de gérer au quotidien les risques de marché du Conseil conformément aux politiques du Conseil. Le positionnement global du portefeuille du Conseil sur les marchés fait l'objet d'un suivi trimestriel par le conseil d'administration et le comité des placements.

Risque de prix

Risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier varient en raison des fluctuations des prix du marché (autres que celles qui résultent des taux d'intérêt et des taux de change), que ces fluctuations soient causées par des facteurs propres à cet instrument financier ou à son émetteur, ou des facteurs qui influent sur des instruments financiers similaires négociés sur le marché.

Le Conseil est exposé à un risque de prix découlant de ses investissements dans des parts de fonds communs d'actions et de fonds alternatifs, et dans des parts de sociétés en commandite dans quatre fonds de placements immobiliers et deux fonds d'infrastructure.

Sensibilité au prix

Ce qui suit décrit la sensibilité du portefeuille du Conseil à une augmentation ou à une réduction de 7,0 % dans les prix du marché, ladite valeur de 7,0 % étant égale au taux de sensibilité utilisé dans les rapports de risque de prix présentés à l'interne aux cadres supérieurs et représentant l'évaluation de la direction d'une variation raisonnablement probable des prix du marché.

Le taux de sensibilité est établi au moyen d'un écart-type de référence historique de 4 ans du fonds total, tel qu'il est déterminé par le conseiller en placements.

Au 31 mars 2013, si la valeur marchande avait subi une augmentation ou une réduction de 7,0 % (2012 : 10,5 %) alors que toutes les autres variables restaient constantes, l'augmentation ou la réduction des gains et pertes de réévaluation et des revenus reportés – contributions grevées d'affectations d'origine externe pour l'exercice aurait été un total de 20 041 000 \$ (2012 : 28 471 000 \$) en raison de l'augmentation ou de la réduction de la juste valeur des actifs financiers évalués à la juste valeur.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les futurs flux de trésorerie d'un instrument financier fluctuent en raison des fluctuations des taux d'intérêt du marché.

L'exposition au taux d'intérêt du Conseil découle de ses actifs ayant des intérêts. Les liquidités du Conseil comprennent les montants déposés dans une institution financière qui rapportent de l'intérêt au taux du marché. L'objectif du Conseil est de gérer l'exposition de sa trésorerie au risque de taux d'intérêt en maximisant les revenus d'intérêts gagnés par les fonds excédentaires tout en conservant les liquidités minimales nécessaires à la bonne marche de ses activités quotidiennes. Les fluctuations de taux d'intérêt du marché s'appliquant aux liquidités n'ont pas d'effet important sur les résultats d'exploitation du Conseil.

Les placements du Conseil dans les fonds communs à court terme, le fonds commun d'obligations et les fonds alternatifs sont indirectement touchés par les fluctuations de leur juste valeur attribuables aux fluctuations des taux d'intérêt du marché. L'incidence des fluctuations ne peut pas être évaluée étant donné que le Conseil détient des parts des fonds communs et non les actifs sous-jacents.

Risque de change

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou les futurs flux de trésorerie d'un instrument financier varient en raison des fluctuations des taux de change.

À la date de l'état de la situation financière, les seuls instruments financiers monétaires du Conseil exposés au risque de change étaient les instruments financiers dérivés, dont la valeur nette au passif était de 92 000 \$ (2012 : 37 000 \$). Étant donné la faible importance du risque de change en comparaison de l'ensemble des actifs du Conseil, le risque de change est considéré comme négligeable.

8. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

a) Prestations de retraite

À peu près tous les employés du Conseil participent au Régime de pension de retraite de la fonction publique (le « Régime »), un régime de pension à prestations déterminées contributives créé en vertu d'une loi et parrainé par le gouvernement du Canada. Les employés et le Conseil doivent cotiser au Régime. Le président du Conseil du Trésor du Canada établit les cotisations de l'employeur, lesquelles représentent un multiple des cotisations des employés. Le taux général de cotisation en vigueur à la fin de l'exercice était 1,64 (1,74 pour l'exercice précédent). Des cotisations totales de 2,2 millions de dollars (2,1 millions en 2012) ont été passées en charges pour l'exercice en cours.

Le gouvernement du Canada est tenu par la loi de verser les prestations associées au Régime. Règle générale, les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 % par année de service valide multiplié par la moyenne des cinq meilleures années salariales consécutives. Les prestations sont indexées à l'inflation.

(en milliers de dollars)	2013	2012
Cotisations de l'employeur	2 170 \$	2 125 \$
Cotisations des employés	1 225	1 144

b) Indemnités de départ

Le Conseil versait des indemnités de départ à ses employés, selon les années de service et le salaire en fin d'emploi. Étant un régime sans capitalisation, le régime ne détenait aucun actif et présentait un déficit du régime égal à l'obligation au titre des indemnités constituées. Ces indemnités ont cessé d'accumuler selon la nouvelle convention collective signée en février 2012. Les employés ont eu le choix entre encaisser leur indemnité de départ immédiatement ou d'attendre à leur départ. L'obligation est ajustée en fin d'année pour refléter le niveau salarial actuel des employés. Le total des obligations seront payées à même les crédits parlementaires futurs ou autres sources de revenus. L'information sur ce régime se détermine comme suit au 31 mars :

(en milliers de dollars)	2013	2012
Obligation au titre des indemnités constituées au début de l'exercice	2 845 \$	2 291 \$
Coût des services rendus au cours de l'exercice incluant les ajustements	8	615
Indemnités payées au cours de l'exercice	(1 802)	(61)
Obligation au titre des indemnités constituées à la fin de l'exercice	1 051 \$	2 845 \$

c) Prestations des retraités

Le Conseil a établi des régimes de prestations postérieures à l'emploi couvrant certains groupes d'employés. Ces régimes fournissent des prestations complémentaires d'assurance-maladie et des prestations de soins dentaires aux employés retraités. Les retraités paient 50 % des primes complémentaires d'assurance-maladie et 100 % des primes de soins dentaires. En 2011-2012, le Conseil a obtenu sa première évaluation actuarielle estimative basée sur l'information disponible à cette date ainsi que sur les estimés de la direction quant à certaines hypothèses. En 2012-2013, le Conseil a obtenu sa première évaluation actuarielle complète au 31 mars 2013.

(en milliers de dollars)	2013	2012
Obligation au titre des indemnités constituées au début de l'exercice	1 392 \$	1 319 \$
Coût des services rendus au cours de l'exercice	67	65
Frais d'intérêts	49	46
Indemnités payées	(116)	(101)
Cotisations des participants	72	63
Perte actuarielle	1 803	-
	3 267	1 392
Pertes actuarielles non amorties	(1 803)	-
Obligation au titre des indemnités constituées à la fin de l'exercice	1 464 \$	1 392 \$

Les pertes actuarielles résultant des changements d'hypothèses seront amorties au cours de la période de service résiduelle moyenne du groupe d'employés qui est de 14 ans.

Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour estimer les obligations au titre des prestations constituées et les coûts nets des prestations sont les suivantes :

	2013	2012
Taux d'actualisation pour le calcul des coûts nets des prestations	3,5 %	3,5 %
Taux d'actualisation pour le calcul des obligations au titre des prestations constituées	2,5 %	3,5 %
Taux d'augmentation des coûts de soins dentaires	4,0 %	4,0 %
Taux d'augmentation tendanciel des coûts initiaux d'assurance-maladie - prescription des médicaments	8,0 %	8,0 %
Taux tendanciel des coûts ultimes d'assurance-maladie	4,0 %	4,0 %
Exercice où le taux ultime sera atteint	2023	2020

9. REVENUS REPORTÉS - CONTRIBUTIONS GREVÉES D'AFFECTATIONS D'ORIGINE EXTERNE

Les revenus reportés de contributions grevées d'affectations d'origine externe consistent en des revenus accumulés qui ont été reportés jusqu'à ce que les ressources aient été utilisées aux fins précisées par les dotations correspondantes. Le principal de 37 569 000 \$ des dotations grevées d'affectations doit rester intact et est comptabilisé au titre de l'excédent accumulé des activités (voir note 13).

(en milliers de dollars)	2013	2012
Solde d'ouverture	23 594 \$	26 349 \$
Transfert des (aux) revenus nets de placements (note 14)		
Revenus nets de placements	3 696	717
Utilisation des fonds	(2 452)	(2 719)
	1 244	(2 002)
Transfert à autres revenus	(363)	(520)
Gains (pertes) non-réalisés sur placements de portefeuille	3 551	(2 701)
Gains (pertes) non-réalisés sur dérivés	(15)	40
Reclassés à l'état des résultats - portefeuille	(250)	2 428
Reclassés à l'état des résultats - dérivés	(40)	-
Solde de fermeture	27 721 \$	23 594 \$

Les gains et pertes non réalisés sur les placements de portefeuille et les dérivés sont liés à la variation de la juste valeur de ces actifs depuis l'exercice précédent.

10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en milliers de dollars)	matériel de bureau	Améliorations locatives	Total
Coût			
Solde d'ouverture au 1 ^{er} avril 2012	4 698 \$	5 404 \$	10 102 \$
Acquisitions	1 093	300	1 393
Réduction de valeur	(163)	-	(163)
Solde de fermeture au 31 mars 2013	5 628 \$	5 704 \$	11 332 \$
Amortissement cumulé			
Solde d'ouverture au 1 ^{er} avril 2012	3 321 \$	4 625 \$	7 946 \$
Charge d'amortissement	757	453	1 210
Réduction de valeur	(163)	-	(163)
Solde de fermeture au 31 mars 2013	3 915 \$	5 078 \$	8 993 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2012	1 377 \$	779 \$	2 156 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2013	1 713 \$	626 \$	2 339 \$

11. INVENTAIRE DE LA BANQUE D'ŒUVRES D'ART

(en milliers de dollars)	2013	2012
Solde d'ouverture	19 347 \$	19 181 \$
Acquisitions	10	553
Aliénations	(1)	(167)
Solde de fermeture	19 356 \$	19 347 \$

La Banque d'œuvres d'art du Conseil est la plus grande collection d'œuvres d'art contemporain au Canada, soit près de 17 500 peintures, sculptures, dessins, photographies et estampes, réalisés par plus de 3 147 artistes. La Banque d'œuvres d'art loue son inventaire à des parties intéressées; actuellement, environ 3 500 (2012 : 4 100) œuvres sont louées à des ministères et organismes fédéraux, des associations, des hôpitaux, des écoles, des municipalités et des entreprises privées.

Des évaluateurs d'art indépendants ont estimé la valeur d'expertise de l'inventaire de la Banque d'œuvres d'art à 71 millions de dollars au 31 mars 2013 (2012 : 71 millions).

Le Conseil assure l'inventaire de la Banque d'œuvres d'art à sa valeur d'expertise.

12. INSTRUMENTS DE MUSIQUE

Le Conseil a créé la Banque d'instruments de musique en 1985; celle-ci possède actuellement un archet de violoncelle et huit instruments de qualité. Le Conseil gère en outre le prêt de onze instruments de musique, neuf prêtés par des donateurs anonymes et deux prêtés par deux autres donateurs.

Des ententes sont signées avec les personnes auxquelles les instruments sont prêtés. Ces ententes comprennent des clauses qui stipulent de quelle façon les instruments de musique doivent être manipulés afin d'assurer leur protection. Le Conseil assure les instruments de musique à leur valeur d'expertise.

13. EXCÉDENT ACCUMULÉ

(en milliers de dollars)	2013	2012
Excédent accumulé des activités		
Dotation – contribution initiale	50 000 \$	50 000 \$
Principal de dotation – contributions grevées d'affectations d'origine externe	37 569	37 569
Réserve – excès de revenus de placements		
Solde au début de l'exercice	118 445	121 445
Affecté de (à) l'excédent accumulé des activités durant l'exercice	5 000	(3 000)
Solde à la fin de l'exercice	123 445	118 445
Excédent		
Solde au début de l'exercice	25 992	29 286
Affecté (à) de la réserve – excès de revenus de placements durant l'exercice	(5 000)	3 000
Excédent (déficit) pour l'exercice	5 991	(6 294)
Solde à la fin de l'exercice	26 983	25 992
Total de l'excédent accumulé des activités	237 997	232 006
Gains (pertes) de réévaluation cumulés		
Solde au début de l'exercice	(145)	533
Variations de la juste valeur	9 040	(678)
Solde à la fin de l'exercice	8 895	(145)
Solde de l'excédent accumulé à la fin de l'exercice	246 892 \$	231 861 \$

L'excédent accumulé comprend la contribution initiale de 50 millions de dollars du gouvernement du Canada, qui a constitué un transfert gouvernemental (fonds de dotation) lors de la constitution du Conseil en 1957.

14. REVENUS NETS DE PLACEMENTS

(en milliers de dollars)	2013	2012
Gains (pertes) sur disposition de placements de portefeuille	1 519 \$	(8 243) \$
Transfert (aux) des revenus reportés – contributions grevées d'affectations d'origine externe (note 9)	(1 244)	2 002
Gains (pertes) nets des dérivés	680	(621)
Revenus d'intérêts et de dividendes	12 695	13 677
Frais de gestion du portefeuille	(1 354)	(1 475)
	12 296 \$	5 340 \$

15. REVENUS (PERTES) NETS DE LA BANQUE D'ŒUVRES D'ART

(en milliers de dollars)	2013	2012
Revenus de location	1 465 \$	1 716 \$
Autres revenus	180	183
Disposition de l'inventaire de la Banque d'œuvres d'art	(1)	(167)
Frais administratifs	(1 744)	(1 911)
Amortissement des autres immobilisations	(27)	(27)
	(127) \$	(206) \$

16. COMMISSION CANADIENNE POUR L'UNESCO

(en milliers de dollars)	2013	2012
Dépenses de programmes	1 046 \$	692 \$
Programmes – contributions reçues	(503)	(40)
Frais administratifs	1 323	1 351
	1 866 \$	2 003 \$

Les charges de programme représentent principalement les coûts associés aux activités de la Commission dans le cadre de réunions nationales et internationales portant sur l'éducation, la science et la culture. Ces frais sont compensés par les contributions reçues de divers organismes partenaires de la Commission dans le cadre de ces activités. Les frais d'administration représentent les coûts directs de la prestation des programmes de la Commission.

17. VARIATION NETTE DES ÉLÉMENTS SANS EFFET SUR LA TRÉSORERIE

(en milliers de dollars)	2013	2012
(Augmentation) diminution des débiteurs	(1 198) \$	400 \$
(Diminution) augmentation des subventions à payer	(776)	1 833
Diminution des créditeurs et charges à payer	(197)	(1 190)
Diminution des revenus reportés	(65)	(281)
Variation nette	(2 234) \$	762 \$

18. OBLIGATIONS ET ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

a) Subventions

Les paiements de subventions se prolongeant dans les exercices à venir sont sujets à l'obtention de fonds du Parlement. Les subventions de cette catégorie qui ont été approuvées avant le 31 mars 2013 totalisent 82 573 000 \$ (2012 : 97 653 000 \$). Les paiements futurs des subventions engagées au 31 mars 2013 sont payables comme suit :

(en millions de dollars)

2014	52 007 \$
2015	17 249
2016	13 317

b) Loyer

Le Conseil est signataire de contrats de location exploitation à long terme pour des locaux. Les paiements futurs reliés aux loyers en date du 31 mars 2013 totalisent 96 528 000 \$ (2012 : 101 114 000 \$). Les paiements futurs reliés aux loyers au 31 mars 2013 sont payables comme suit :

(en millions de dollars)

2014	4 580 \$
2015	4 514
2016	4 582
2017	4 626
2018	4 672
2019-2034	73 554

c) Engagements de placements

Le Conseil a signé des ententes avec des gestionnaires de placement dans le secteur de l'immobilier et de l'infrastructure qui l'engagent à verser des sommes dans des sociétés en commandite. Parce que ces fonds ne sont pas investis entièrement immédiatement, le solde du capital engagé qui n'a pas encore été utilisé, au 31 mars 2013, est de 5 124 000 \$ (2012 : 6 158 000 \$). Ces sommes sont présentement investies dans un fonds commun à court terme.

d) Autres engagements

Au cours de l'année, le Conseil a conclu différents contrats, qui créent des engagements de paiement au cours des années à venir.

En 2012-2013, le Conseil a signé un contrat afin de modifier son système de gestion des relations avec les clients au cours des deux prochaines années. Le solde impayé des fonds engagés dans le cadre de ce projet est de 513 000 \$ au 31 mars 2013.

En 2012-2013, le Conseil a également engagé dans son budget d'immobilisations une somme de 5,3 millions de dollars pour l'aménagement de ses locaux au nouvel emplacement du 150, rue Elgin. Comme convenu dans le contrat de location, le Conseil disposera d'un avantage incitatif à la location afin de compenser ces immobilisations, qui seront amorties sur 20 ans, soit jusqu'à la fin du nouveau bail.

19. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Le Conseil est apparenté, en propriété commune, à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement canadien. Le Conseil conclut des transactions avec des apparentés dans le cours normal de ses activités aux mêmes conditions que celles conclues avec toute personne et société non apparentées, et ces dernières sont évaluées à la valeur d'échange, qui correspond à la valeur de la contrepartie établie et consentie par les apparentés.

Au cours de l'exercice, le Conseil a engagé des charges relatives aux subventions et autres dépenses totalisant 416 000 \$ (2012 : 190 000 \$) et a inscrit des revenus tirés de la location de l'inventaire de la Banque d'œuvres d'art, des apports et d'autres revenus provenant des apparentés d'un montant de 1128 000 \$ (2012 : 1 389 000 \$).

Au 31 mars, le Conseil a inscrit, à l'état de la situation financière, les montants suivants pour des opérations entre apparentés :

(en millions de dollars)	2013	2012
Débiteurs	289 \$	320 \$
Subventions à payer	255	-
Créditeurs et charges à payer	189	405
Revenus reportés	429	562

20. CHIFFRES CORRESPONDANTS

Certains chiffres de 2012 ont été reclassés pour se conformer à la présentation adoptée en 2013.

Tableau 1 – Charges de subventions par service

(en milliers de dollars)	2013	2012
Programmes d'aide aux arts		
Musique	27 910 \$	28 092 \$
Théâtre	26 520	26 671
Lettres et éditions	24 343	24 251
Arts visuels	21 069	21 225
Danse	18 478	18 550
Arts médiatiques	14 775	16 706
Inter-arts	2 623	2 656
Promotion de la diffusion	2 152	2 083
Équité	1 521	1 656
Arts autochtones	1 315	1 296
Initiative de développement créatif de l'Alberta	-	999
Autres	968	1 015
Droit de prêt public	9 771	9 941
Programme Killam		
Bourses de recherche Killam	910	1 050
Prix Killam	500	500
Autres prix et bourses		
Prix Molson	200	100
Prix Victor-Martyn-Lynch-Staunton	105	105
Prix Walter-Carsen	30	50
Bourse John-G.-Diefenbaker	-	95
Autres prix et bourses < 50 000 \$	207	263
	153 397 \$	157 304 \$

Tableau 2 – Frais d'administration

(en milliers de dollars)	2013			2012
	Programmes	Administration générale	Total	Total
Traitements	9 543 \$	6 587 \$	16 130 \$	15 368 \$
Avantages sociaux	2 459	1 140	3 599	4 534
Locaux	33	3 985	4 018	3 949
Services professionnels et spéciaux	350	927	1 277	1 692
Amortissement	-	1 183	1 183	1 061
Déplacements du personnel	562	149	711	853
Impression, publication et reprographie	23	415	438	500
Gestion de l'information	5	344	349	387
Communications	90	179	269	316
Dépenses des réunions, y compris les honoraires des membres	72	235	307	311
Dépenses et matériel de bureau	4	223	227	204
Dépenses diverses	3	14	17	23
	13 144 \$	15 381 \$	28 525 \$	29 198 \$